



# TRIBUNE

Hebdomadaire du parti **Socialiste unifié**

N° 66

9 SEPTEMBRE 1961

PRIX : 0,40 NF

## Queuille au pouvoir

Il fut un temps où amis et adversaires du régime attendaient avec une curiosité passionnée les conférences de presse du général de Gaulle. Cette époque est bien révolue. Il faut en effet un effort considérable pour y découvrir autre chose que des lieux communs de quelques auto-félicitations.

Il me paraît significatif que, le 5 septembre, aucune allusion n'ait été faite à l'événement capital du jour : la conférence des pays non engagés à Belgrade, bien décidés non à créer un troisième bloc, mais, devant les échecs accumulés des grands, à travailler efficacement à la paix du monde. Ne

par

Édouard DEPREUX

m'objectez pas qu'aucune question n'a été posée au Chef de l'Etat à ce sujet : il est trop évident qu'il y a une harmonie pré-établie entre les questions et les désirs du Chef de l'Etat. Notre patriotisme aimerait voir Paris jouer le rôle actuellement dévolu à Belgrade : ne pas réclamer un strapontin au Club Atomique, mais rassembler et guider les peuples soucieux d'assurer leur complète indépendance.

Mais il faudrait rompre résolument avec les dernières séquelles du colonialisme économique, comme du colonialisme politique, au lieu de s'accrocher à Bizerte, et de céder, en ce qui concerne l'Algérie, à une sorte de « cartiérisme » désabusé. Il n'est pas sûr qu'il plus question que de se « dégager ». Alors pourquoi cette accumulation de morts et de souffrances ? Si « le Sahara doit faire partie de l'Algérie » si la « souveraineté algérienne sur le Sahara » n'est pas contestée, pourquoi les échecs des négociations antérieures ?

La longue série des occasions perdues et des concessions trop tardives pour être efficaces n'est, hélas, pas terminée.

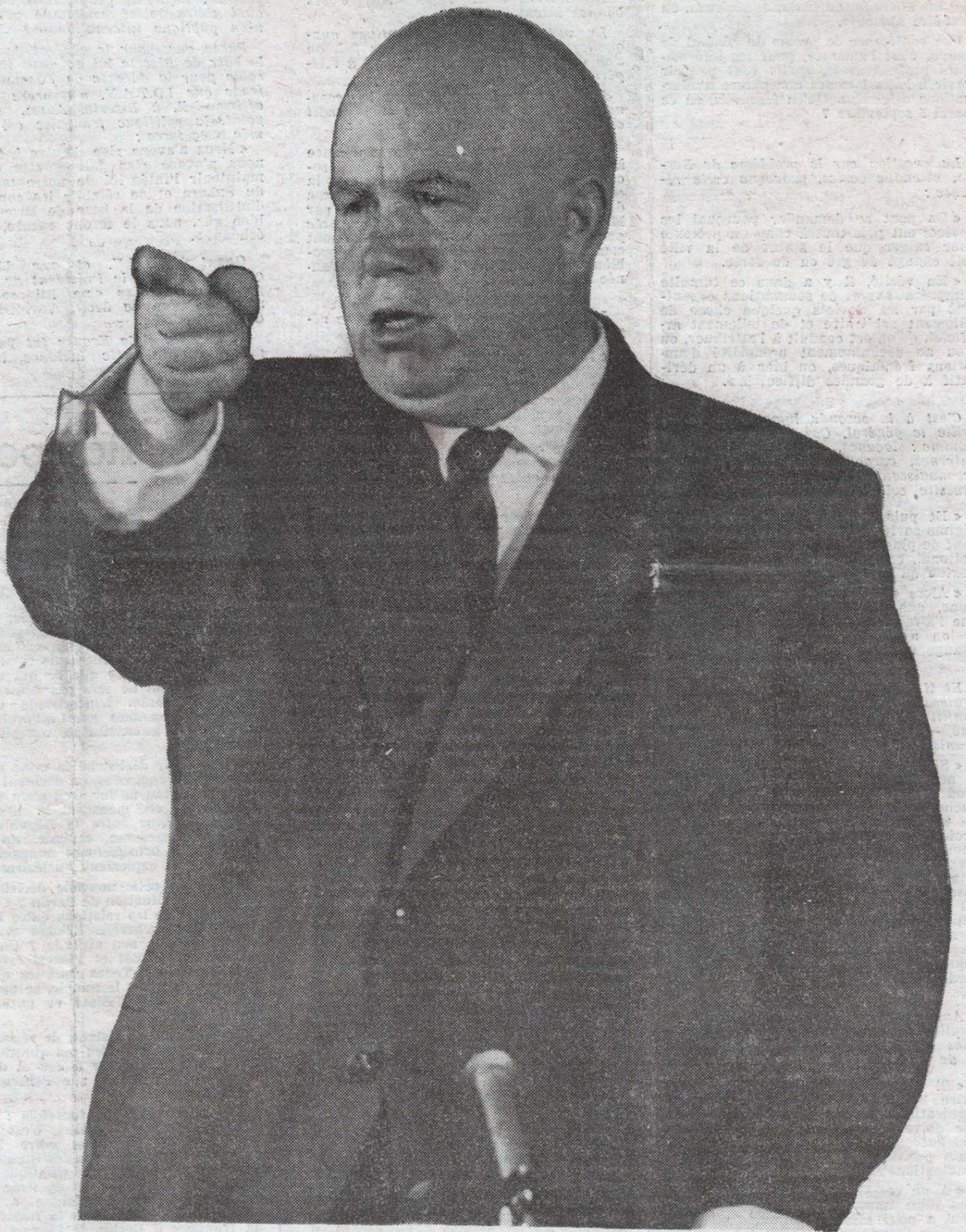
Faut-il ajouter qu'en ce qui concerne Berlin, le Chef de l'Etat n'a pas fait le moindre effort d'imagination ? Des négociations auront lieu. Faut-il attendre la dernière minute, celle à laquelle il n'y a plus que le choix entre de mauvaises solutions ? Pourquoi ne pas prendre d'initiative, ne pas provoquer un débat sur le nécessaire « désengagement » en Europe Centrale ?

Je ne pense pas qu'un seul agriculteur puisse être satisfait des propos qui ont été tenus : on connaissait, de longue date, le manque de curiosité du général de Gaulle pour les questions économiques.

On ne savait pas que le 18 mai avait abouti à porter les idées de M. Queuille au pouvoir.

A tous ceux qui ont voté et fait voter : OUI aux deux référendums, je demanderai seulement : « Est-ce bien cela que vous attendiez ? »

Comme me l'ont écrit plusieurs personnes, sollicitant leur adhésion au P.S.U. : « Hélas, hélas, hélas. »



Nikita S. Khrouchtchev

Agip.

### SOMMAIRE

Page 2  
La conférence de presse du général de Gaulle.

Page 3  
Brésil : Une victoire à la Pyrrhus ?

Pages 4 et 5  
Italie : Une croissance difficile.

Page 7  
M. Debré : Un vantard satisfait.

*« Voici maintenant une question qui se présente involontairement à tout homme qui pense : est-ce que les événements peuvent être arrêtés dans leurs cours ? »*

(Dostoïevski, 1878)

# La conférence de presse du général de Gaulle

Pour « France-Soir », il y avait 800 journalistes à l'Élysée. « Le Monde » n'en avait compté que 700. Peu importe, puisqu'il n'y en aura certainement pas beaucoup qui — honnêtement — auront trouvé, dans les réponses du chef de l'État français, matière à encenser la politique française par sa clarté, son audace et son originalité.

On sait comment se passe ce genre d'exhibitions. Les questions sont connues d'avance, triées, choisies. Les interlocuteurs sont eux-mêmes désignés. On a rarement entendu poser, dans aucune des conférences de presse gaullistes, des questions pertinentes susceptibles de placer le président de la République devant ses propres contradictions. La sécurité matérielle de la conférence égale la certitude d'un déroulement paisible du monologue présidentiel.

Dame, on ne prend jamais trop de précautions ! Il y a tant de lecteurs du « Canard Enchaîné » qui, fussent-ils journalistes accrédités, pourraient être, sinon mal-intentionnés, du moins malicieusement ou peut-être objectifs.

Une conférence de presse du général de Gaulle, c'est l'annonce, pour les informateurs professionnels, qu'ils vont pouvoir servir à leurs lecteurs une pâture d'informations originales. Qu'en feront-ils, en ce mardi 5 septembre ?

La question sur le problème de Berlin, attendue certes, provoque cette réponse :

« On peut se demander pourquoi les Soviétiques ont pris tout à coup un prétexte pour exiger que le statut de la ville soit changé de gré ou de force.

« En vérité, il y a dans ce tumulte d'imprécations et de sommations organisées par les Soviétiques quelque chose de tellement arbitraire et de tellement artificiel, qu'on est conduit à l'attribuer, ou bien au déchaînement prémédité d'ambitions frénétiques, ou bien à un dérivatif à de grandes difficultés ».

C'est à la seconde hypothèse que se rallie le général. Ces difficultés, il les nomme : lacunes, défaillances, échecs internes, caractère inhumain, tout en reconnaissant néanmoins une « certaine réussite collective ». Mais il ajoute :

« Et puis aussi, les satellites que le régime soviétique tient sous sa loi éprouvent de plus en plus, dans leur sentiment national, ce qu'il y a de cruel dans l'annexion qu'ils ont subie.

« Alors ont compris, dans ces conditions, que les Soviétiques considèrent que l'affaire de Berlin peut être une occasion appropriée pour se donner le change et pour le donner aux autres ».

Et il évoque les cataclysmes qui foudraient sur le monde entier en cas de conflit — où personne ne serait épargné — et encore moins les pays communistes :

« Si le conflit mondial devait éclater, la mise en œuvre des forces de destruction entraînerait, en particulier, sans aucun doute, le bouleversement complet de la Russie et des pays qui sont en proie au communisme. A quoi bon régner sur des morts ? Du reste, dit-il d'une voix puissante, le règne serait terminé aussi. Parce que dans ce désastre, l'armature serait brisée, l'armature d'un tel régime qui ne tient qu'en vertu d'un appareil d'autorité et de police rigide et planifié et implacablement imposé. Cela d'ailleurs, les dirigeants soviétiques le savent malgré toutes leurs vantardises ».

Après cette affirmation, le général de Gaulle allait-il exposer les grandes lignes d'une politique de désengagement et de pacification ?

« Si ceux-ci veulent, par la force, réduire les positions et couper les communications des alliés à Berlin, les alliés doivent par la force (le Président met l'accent sur le mot force), maintenir leurs positions et maintenir leurs communications »...

« A un certain point de menace de la part d'un impérialisme ambitieux, tout recule à pour effet de surexciter l'agresseur, de le pousser à redoubler sa pression et finalement, de hâter son assaut ».

Le général dit encore :

« Au total, actuellement, les puissances occidentales, n'ont pas de meilleur moyen de servir la paix du monde que de rester droites et fermes ».

Il ne s'agit pas là, d'un programme, seulement d'une attitude ! Et le général conclut sur cette question, la plus importante entre toutes :

« C'est qu'en effet la France qui, pour sa part, n'est pas disposée à céder aux

Nous apprenons que notre camarade Jean Beaudé, secrétaire fédéral de l'Hérault, et sa fille viennent d'être victimes d'un très grave accident d'automobile. A tous les deux nous adressons nos meilleurs vœux de rétablissement.

menaces de l'empire totalitaire, garde sincère et profonde son amitié pour les pays qui vivent dans l'empire soviétique. La France croit que la civilisation moderne n'a d'avenir que par l'entente et la coopération et, enfin, l'osmose de tous les pays qui l'ont faite et qui continuent à la faire et à la répandre sur la terre et, enfin, dans tous les pays européens. »

... Cependant que, au sujet des expériences nucléaires, le Président de la République précise :

« La France sait qu'une conférence est engagée depuis longtemps à Genève entre trois États ayant des armements atomiques énormes. Cette conférence doit faire partie d'une conférence plus large sur le désarmement et notamment sur le désarmement atomique. Tout ce qui tendrait à ce désarmement, la France y contribuerait sans aucun doute ».

Déclaration assez vague, malgré ses bonnes intentions.

La suite des grandes questions auxquelles le général dut répondre fut, on s'en doute, celles qui eurent trait à l'Algérie.

Les réponses furent, il faut le reconnaître, assez surprenantes ; il répondit en même temps à trois questions :

« Quelle est la position de la France à l'égard des gouvernements qui ont reconnu le G.P.R.A. ? » ; « Quelle est la réaction de la France aux remaniements du G.P.R.A. et au discours prononcé par M. Ben Khedda ? » Enfin, question posée par une voix féminine : « Comment comptez-vous vous débarrasser du problème algérien avant la fin de l'année ? »

Le général de Gaulle commence sa réponse par une mise au point :

« Notre conception pour l'Algérie est complètement différente de celle pratiquée depuis la conquête et cela parce que les conditions françaises, algériennes et mondiales de cette affaire ont, elles-mêmes, complètement changé.

« Notre objectif n'est pas du tout de garder la responsabilité politique, administrative et économique de l'Algérie ».

Le général de Gaulle traite successivement les trois points Etat algérien :

« 1° Un tel Etat d'où peut-il sortir ? Normalement, il ne peut sortir que de l'autodétermination, c'est-à-dire du suffrage des habitants. Parce qu'il n'existe pas de souveraineté algérienne antérieure à la conquête et à qui on puisse remettre, comme on l'a fait en Tunisie et au Maroc.

« Cette autodétermination, cela veut dire un référendum qui instituerait l'Etat algérien et puis, ensuite, des élections d'où sortirait le gouvernement définitif.

« Mais nous ne voulons pas que la libre disposition procède directement de l'autorité française, car alors, nous serions accrochés vainement alors que ce dont il s'agit c'est du dégagement.

« Dans ces conditions, ce n'est qu'un pouvoir provisoire algérien qui peut mener le pays à l'autodétermination et aux élections ».

Le général traite ensuite du Sahara.

« Pour ce qui est du Sahara, notre ligne de conduite est de sauvegarder nos intérêts et de veiller à nos droits. La France désire conserver la libre exploitation du pétrole et du gaz naturel découverts par nous ou que nous pourrions découvrir à l'avenir. D'autre part, nous désirons conserver la libre disposition des terrains d'aviation situés au Sahara qui assurent la liberté de nos communications avec l'Afrique noire... Si un Etat algérien était constitué, la grande majorité de la population saharienne tendra sans doute à se rattacher à cet Etat.

« Il faudra alors considérer la question du Sahara soit avec le F.L.N., soit avec un organisme représentatif de l'Etat algérien, constitué par ses élus. En ce qui concerne la France, la discussion sur la souveraineté algérienne dans le Sahara est un coup d'épée dans l'eau. Si nous n'arrivons pas à un accord, il nous faudra décider ce qu'il conviendra de faire de toutes ces pierres et de tous ces sables. Certes, il faudra que les populations sahariennes soient consultées, mais étant donné que le Sahara, figurez-vous, est un désert, ses populations sont en nombre infime, il ne faut pas l'oublier ».

Voilà qui va faire couler beaucoup d'encre pour interpréter clairement la pensée du général ; nous sommes loin des déclarations intempestives du Premier ministre. Tout de même, il ne s'agit ni des pierres ni du sable — et non plus des populations — mais d'intérêts bien plus importants et de forces bien plus puissantes. Le G.P.R.A. le sait bien qui ne considère pas la discussion, sur les sables sahariens comme un coup d'épée dans l'eau !

Quant aux rapports avec la Tunisie et particulièrement au problème de Bizerte, même ambiguïté dans les propos du Président de la République française !

« La France qui, en cas d'intervention adverse dans ces parages, est intéressée

d'une manière vitale à ce qui arrivera militairement aux riverains qui sont proches. La France qui serait impliquée d'une manière indirecte dans la défense des deux ports de la Méditerranée. Quand on a considéré cela, alors (il insiste) on comprend que la France ne puisse pas, ne veuille pas dans la situation du monde telle qu'elle est, exposer le monde libre à l'éventualité d'une saisie de Bizerte par des forces hostiles. C'est pourquoi la France a établi une base à Bizerte ».

« Cela, ne nous empêche pas de proposer aux Tunisiens de régler avec eux les conditions d'utilisation de cette base. Nous leur remettons au fur et à mesure toutes espèces d'installations et de casernes qui ne nous étaient pas indispensables ».

Mais alors, pourquoi s'être entretenus, pourquoi avoir gaspillé inconsidérément le capital des sentiments qui liaient le peuple français au peuple tunisien, pourquoi s'être laissé condamner par l'opinion publique internationale ?

Parce que, pour le général de Gaulle, la base de Bizerte lui apparaît indispensable pour la défense de l'Occident, défense que l'O.T.A.N. n'assurera jamais, affirme-t-il, à Bizerte. Aussi, sur ce point, la politique française est exprimée avec force :

« Nous n'avons rien d'autre à faire et nous n'avons rien fait d'autre que de maintenir l'intégrité de notre territoire du Sahara et de rétablir les conditions d'utilisation de la base de Bizerte. Et, bien sûr, nous le ferons encore, le cas échéant ».

Quant à l'O.N.U. et aux décisions qu'elle a prises, le Président de la République française « ne lui reconnaît aucune espèce de droit, d'arbitrage, ni de juridiction ».

Qu'importe si la France fut l'une des marraines de cette instance internationale...

## Rapports Est-Ouest

### NÉGOCIÉ sur L'ENSEMBLE !

DECLARATIONS menaçantes, propositions conciliantes, explosions nucléaires, contre-propositions... La précipitation des événements est telle que l'on est jamais sûr que ce qui est écrit sur le moment ne sera pas démenti dans l'heure suivante. L'incertitude dans laquelle nous sommes quant à l'évolution de la situation internationale accroît encore ce malaise.

Après avoir déclenché la crise qui couvait depuis longtemps, en décidant d'abaisser le « rideau de fer » en plein cœur de Berlin puis en menaçant la liberté des communications entre la République fédérale et l'ancienne capitale du Reich, l'U.R.S.S. a brusquement annoncé la reprise de ses explosions nucléaires.

Quel effet cette nouvelle décision aura-t-elle sur la situation de Berlin ? Comment affectera-t-elle les relations entre les deux blocs que recherche l'Union Soviétique et que signifie son attitude ? Une négociation entre l'Est et l'Ouest est-elle encore possible ? Telles sont les questions que, partout dans le monde, se posent aujourd'hui chefs d'Etats et observateurs diplomatiques.

Difficile, pour l'instant, de répondre catégoriquement à toutes ces questions. Difficile, aussi, d'adopter d'ores et déjà une attitude bien définie sur l'ensemble du problème.

Une chose apparaît toutefois : par les décisions qu'elle a prises, c'est tout le problème des relations entre l'Est et l'Ouest, c'est l'ensemble des questions posées par la « coexistence pacifique » entre système communiste et système capitaliste que l'Union Soviétique a entendu soulever. En effet, après la fermeture de la frontière à Berlin, le 13 août dernier, la riposte des Occidentaux s'était faite longuement attendre (la visite du vice-président américain Johnson ayant beaucoup plus constitué une manœuvre destinée à « calmer » l'agitation des Berlinois de l'Ouest et à assurer le leadership des Etats-Unis qu'une réponse à l'initiative soviétique). Il avait semblé, en fait, que les gouvernements américain et britannique, connaissant la faiblesse de leurs positions sur le seul problème de Berlin, préparaient la négociation en vue de parvenir à un compromis. Ceci, en dépit de la note soviétique du 24 août, qui faisait planer une menace (renouvelée depuis) sur la liberté des communications avec Berlin. C'est alors que l'U.R.S.S. décidait brusquement la reprise de ses explosions nucléaires.

Ce faisant, le Kremlin a contribué à « déberliniser » le problème des relations Est-Ouest. Paradoxalement, on pourrait trouver dans cette nouvelle montée de la tension internationale une raison d'optimisme. C'est, en effet, par une négociation portant sur l'ensemble des problèmes qui séparent les deux blocs que l'on peut espérer parvenir à un accord définitif sur le statut de Berlin. Gilles Martinet le rap-

Après avoir répondu rapidement aux questions concernant l'agriculture française et ses difficultés, le chef de l'Etat français traite avec le mépris hautain qu'il sait manifester, des mécontentements dont les échos parviennent à sa hauteur :

« Comme la liberté est maintenue dans tous les domaines, politique, presse, syndicats, les doléances, les critiques, les revendications se donnent aisément carrière comme les clans des racunes anciennes et nouvelles, ceux aussi du pessimisme foncier, ceux enfin de l'obésité à l'étranger totalitaire.

« Comme tous ces clans s'agitent simultanément à propos de tous les sujets, on sent quelquefois dans l'air quelque chose comme des entreprises de découragement public. Mais tout cela ce n'est qu'une écume flottant sur les profondeurs.

« Je crois que la nation française est digne de la France ! »

Sur cette figure allégorique, le général de Gaulle s'en fut dans ses appartements, royal et dédaigneux, laissant ses féaux en tête à tête avec ceux qui devront expliquer, demain, pourquoi tant de travailleurs dans cette France si prospère et si forte sont encore enclins à se plaindre de la dureté et de la précarité des temps !

Les camarades Cécile et Robert Verdier viennent d'avoir la douleur de perdre leur mère et belle-mère, Madame CONSTANT, qui était elle-même une excellente militante. Les obsèques ont eu lieu le 4 septembre à Montpellier.

En cette douloureuse circonstance, nous les assurons de notre affectueuse sympathie.

pelait d'ailleurs dernièrement dans ces colonnes (cf. Tribune Socialiste n° 65, en date du 2 septembre) : « Tout accord sur Berlin ne saurait être qu'un accord provisoire en attendant que puisse être reconstituée l'unité de l'Allemagne. »

Mais ceci ne suffit pas, bien entendu, à expliquer l'attitude soviétique. Encore moins à éliminer les dangers que revêt la tension actuelle. La note que viennent d'adresser le président Kennedy et M. Macmillan à M. Krouchtchev, en imposant une date limite à la réponse du premier soviétique (9 septembre) fait figure d'ultimatum. Or, étant donné qu'elle ne fait que reprendre une proposition déjà vainement proposée par les Occidentaux, il est probable qu'elle sera accueillie par une fin de non-recevoir. Toutefois, le fait qu'elle ne fait plus une condition de la question du contrôle constitue un facteur nouveau et favorable.

Il est encore plus douteux que la pression internationale puisse amener M. Krouchtchev à revenir sur sa décision. Cette pression est d'ailleurs bien faible, puisque les pays non-engagés qui siègent à Belgrade, bien que les problèmes posés par la tension internationale aient, semble-t-il, constitué l'essentiel de leurs préoccupations, ne paraissent pas pressés de répondre aux sollicitations anglo-saxonnes leur demandant de prendre parti en leur faveur dans le débat.

Il convient aussi de signaler que, malgré l'habileté déployée jusqu'à présent par les gouvernements anglo-saxons, la position occidentale n'est pas sans failles, tant s'en faut. La plus importante de ces failles est constituée par l'attitude négative adoptée par le général de Gaulle. Par quel curieux paradoxe, celui qui n'a cessé de réclamer le « triumvirat » (France - Grande-Bretagne - U.S.A.), a-t-il contribué à laisser aux gouvernements britannique et américain le monopole de la représentation occidentale ! Mais surtout, le général de Gaulle, constitue, ce faisant, un obstacle majeur à la négociation Est-Ouest qui seule peut porter remède à la crise actuelle. (On trouvera ci-contre une critique de la dernière conférence de presse du président de la République).

Quels seront les nouveaux développements de cette crise ? On peut, sans doute, s'attendre à ce que l'O.N.U. se saisisse prochainement de l'affaire. Mais, si, à ce moment, la tension internationale entre les deux blocs était toujours aussi élevée, la question se poserait de savoir si le fonctionnement de l'organisation internationale lui-même ne s'en trouverait pas menacé ? Il est clair, en tout cas, que, si d'ici là aucune amélioration sensible ne s'était manifestée, l'intervention de l'O.N.U. risquerait de demeurer inefficace. Peut-être, le congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, qui se tiendra en octobre prochain, permettra-t-il de faire évoluer la situation ?

Jacques TOLLIVIER.

## Échos de la conférence de Belgrade :

# A la recherche des conditions de la paix

De notre correspondant particulier

Au moment où nous mettons sous presse, la conférence de Belgrade, qu'on appelle déjà « historique », n'a pas encore pris fin. On ignore encore si sera créé un organisme ou un secrétariat permanent et sous quelle forme se concrétisera l'initiative de la délégation indienne en vue de préparer une autre conférence, sur le plan mondial, pour le désarmement général.

Mais nous pouvons affirmer dès maintenant, à la suite des cinq jours de travaux et de l'ambiance extraordinaire qui règne dans la capitale yougoslave et dans le pays tout entier, que des pas importants auront été accomplis vers la réalisation des objectifs pacifiques que les participants s'étaient fixés.

Sur l'avion, qui amena à Belgrade le Président indonésien Soekarno, une colombe à la Picasso avec l'inscription « La Paix » était dessinée. Ce dessin a plu aux Belgradiens et on a vu les jours suivants se multiplier les emblèmes similaires un peu partout dans la ville. La foule dense — par dizaines de milliers — se trouve constamment dans les rues pour acclamer le passage des colonnes de voitures, entourées de motards, transportant les différentes délégations. L'intérêt dans tout le pays est très grand et s'y ajoutent la satisfaction et la fierté. Les citoyens qui possèdent la télévision ont mis leur poste sur leur fenêtre pour faire profiter les passants des émissions permanentes transmises de la salle des Conférences. En province, dans les usines, les haut-parleurs transmettent aux ouvriers, pendant leur travail, les discours et les commentaires des travaux. Dans les grands jardins au centre de Belgrade, une exposition concernant les pays participants attire une foule d'enfants qui courent d'un panneau à l'autre pour faire le compte des populations des 25 pays. Une toute jeune fille aux tresses blondes est arrivée à additionner 838 millions d'habitants.

Les quelques milliers de participants à la conférence (membres des délégations, observateurs et journalistes) donnent à Belgrade un aspect cosmopolite. Les hôtes de la capitale yougoslave ont assisté très nombreux dimanche à l'exhibition des professionnels de tennis du fameux cirque Kramer ainsi qu'à l'important match de football comptant pour les championnats yougoslaves.

Les colonnes brillantes des voitures officielles ne passent pas par les rues seulement pour amener les délégués à la salle des Conférences mais également pour multiplier les visites réciproques des chefs des délégations. En effet, les activités diplomatiques sont très intenses en dehors des travaux officiels. Hassan II et Bourguiba, bien entendu, sont aux bons soins de la délégation algérienne. Mais c'est surtout le président Nehru qui a fait le plus pour faciliter les contacts de Ben Khedda. L'ambiance est vraiment propice pour resserrer et renouveler les liens personnels.

Au cours de la séance de dimanche après-midi, le Président de la République de Cuba, Osvaldo Dorticos, a donné

lecture d'un message adressé à la conférence par notre camarade Pierre Mendès France, que l'Assemblée a chaleureusement applaudi.

### LE MESSAGE DE PIERRE MENDÈS-FRANCE

*A l'occasion de la conférence des nations non-engagées, je vous adresse meilleurs vœux de succès pour votre constant effort pour la détente internationale et la paix.*

*Au milieu des graves circonstances actuelles et des menaces accrues de course aux armements nucléaires, j'espère que la conférence apportera contribution positive à l'apaisement international et à l'organisation de la coopération entre les peuples.*

Dans une salle proche et grâce à un système de télévision, 1.200 journalistes suivent minute par minute les travaux de la conférence. De vastes locaux sont spécialement aménagés pour la presse et les discussions de « couloirs » sont d'autant plus animées qu'on y trouve côte à côte la presse des pays « non-engagés » et la presse des pays dits « engagés ». On a observé que les commentaires de toute la presse américaine ont changé de ton après le message du Président Kennedy et le séjour semi-officiel de ses deux propres sœurs à Belgrade.

La presse quotidienne a suffisamment diffusé le contenu des discours pour qu'il ne soit pas nécessaire d'en parler à nouveau. Mais ce qu'il faut néanmoins souligner, c'est que tous les délégués des 25 pays non-engagés sont unanimes à donner un sens profond et total à la lutte anticolonialiste. Il ne s'agit pas seulement d'aider le peuple algérien mais aussi les mouvements de libération d'Angola, de Rhodésie, du Kenya et d'autres... Les représentants de ces mouvements sont d'ailleurs présents à Belgrade et ensemble avec les représentants des partis, qu'on appelle à Belgrade et ensemble avec les représentants des partis, qu'on appelle à Belgrade progressistes, dont le Parti socialiste italien, le Parti socialiste japonais et nos camarades Rosenfeld, Craipeau, Vincent et Bourdet, du P.S.U., ont tous le statut d'observateurs officiels attachés à la conférence.

L'assimilation des mouvements de libération nationale avec les vrais partis du progrès est aussi une affirmation de plus que l'orientation anti-bloc sur un plan mondial correspond à une conception socialiste qui est l'une des raisons d'être de notre Parti.

BOSKO RIBAR.

## Le Billet de Jean Binot :

### “ Hors sujet ”

**D**ANS sa lettre au Premier Nécessaire, le monarque a fait connaître son sentiment : il admet que les « parlementaires » se réunissent « pour s'exprimer sur le sujet de l'agriculture ».

Il admet cela mais rien d'autre ; en particulier il n'admet point que ces messieurs s'avisent, par exemple, de voter une loi. Des députés votant une loi ! vit-on jamais chose pareille ?

En somme, s'ils passaient outre à la volonté royale, ils se mettraient en quelque sorte, eux et leur texte, hors du sujet !

Potaches, il nous est arrivé de lire la formule en marge de nos copies et, bien sûr, la note s'en ressentait. Pour nos figurants, qui ont déjà le front de se rendre à Paris quand le souverain ne les y a point mandés, que leur faut-il craindre ?

Il y avait moyen pourtant, d'éviter au prince un accès d'humeur, aux locataires du Palais Bourbon un dérangement inutile. C'était de rendre parfaite, en la complétant, la générale doctrine élaborée par M. Chaban Delmas ; vous savez ? les sujets réservés qui forment le domaine propre au Chef de l'Etat, les autres-sujets : retraite des garde-barrières, lutte contre la chaleur, protection des sites et paysages - restant accessibles au bavardage parlementaire... Il suffisait d'ajouter ce petit alinéa : Toutefois, dès qu'un sujet, selon l'avis du Général, devient important, il passe du secteur libre au secteur réservé.

Ainsi les choses devenaient-elles claires.

Et la nature des choses donc !

Sans compter que les succès magistraux et définitifs remportés par QUI vous savez depuis qu'il a repris les choses en main nous garantissent la guérison non moins magistrale et non moins définitive de ce qu'on ose appeler la maladie agricole.

## BRÉSIL :

# Une victoire à la Pyrrhus ?



Joao Goulart

Keystone.

**L**E Brésil, la plus grande République d'Amérique du Sud, est, depuis la démission du Président Janio Quadros, le théâtre d'une épreuve de force qui l'a mené à la fin de la semaine dernière au seuil de la guerre civile. En dépit de son histoire, relativement paisible par comparaison avec certaines des républiques voisines, ce n'est pas la première fois que le Brésil réserve à ses présidents de la République des destins tourmentés, voire tragiques (suicide de Vargas) et l'une des moindres ironies du sort n'est pas d'avoir fait du général Denys, défenseur de la légalité républicaine en août 1954, un maréchal Denys acharné à la ruiner en août 1961. A l'époque de l'élevation au maréchalat du général, le bruit courut néanmoins que le président Juscelino Kubitschek avait hésité à faire de celui qui était alors son chef d'état-major un ministre de la Guerre. Hésitation combien justifiée !

M. Joao Goulart n'en est pas lui non plus à sa première mésaventure présidentielle ou plus exactement vice-présidentielle. Déjà en novembre 1955, lorsqu'il avait été élu vice-président, cette fois avec M. Kubitschek comme président, il avait fallu l'intervention d'un autre maréchal qui s'appela Teixeira Lott pour assurer son investiture et celle de son coéquipier. C'est ce même Teixeira Lott qui vient d'être arrêté par le maréchal Denys, lequel apparemment n'osa pas, étant donné son prestige, faire subir le même sort à l'ex-président Kubitschek.

Si M. Goulart, leader du parti travailliste, est aujourd'hui sur la sellette, c'est que son collègue, M. Quadros, a démissionné. Dans quelles conditions ? C'est un des mystères de la crise, sur lequel l'ex-président a promis de s'expliquer : « On m'expulse maintenant, a-t-il déclaré lundi en quittant son pays pour Londres, mais je vous promets une chose, je reviendrai ». L'ex-président a été soumis à une pression morale telle qu'il n'a pas été capable d'y résister plus longtemps.

M. Goulart, soumis à la même pression et ne disposant pas d'une popularité aussi grande que celle du président, pouvait-il y résister davantage ? Cette question était au centre de la crise brésilienne, car les militaires groupés autour du maréchal Denys ont nettement fait savoir qu'ils n'entendaient pas, après s'être débarrassés de M. Quadros, jugé trop à gauche, trop proche des cubains et trop prompt à leur manifester sa sympathie, par exemple à l'occasion de la visite de M. Guevara, l'un des plus proches collaborateurs de Fidel Castro, accepter l'investiture du vice-président pourtant prévue par la Constitution. On n'a pour s'en convaincre qu'à se reporter au réquisitoire publié dans la nuit de mercredi à jeudi par les ministres militaires, partisans du maréchal Denys, contre « Jango » dont le retour au Brésil était qualifié de « totalement inopportuniste ». Rappelant son activité comme ministre du Travail et son récent voyage en Chine, le manifeste des militaires le peignait de rouge et qualifiait son éventuelle prise de pouvoir « d'encouragement évident pour tous ceux qui désirent voir le pays plongé dans le chaos ».

Le même jour, soit mercredi, le maréchal Denys publiait un ordre de dissolution de la Troisième Armée et remplaçait son commandant, le général Oswaldo Cordeiro Farias, chef d'état-major de l'Armée de Terre. La veille, mardi, cette armée qui représente entre le tiers et la moitié des effectifs totaux de l'armée brésilienne (120.000 hommes) et la cinquième flotte aérienne, basée dans les mêmes Etats que la 3<sup>e</sup> Armée : Rio Grande do Sul, Santa Catharina et Parana, c'est-à-dire les trois Etats les plus méridionaux de l'immense Brésil, s'étaient ralliés aux côtés de M. Goulart. Son beau-frère, le gouverneur de l'Etat du Rio Grande do Sul, M. Leonel Brizzola, s'était lui aussi rangé dès la première heure parmi les partisans du vice-président.

Installé, quant à lui, à Rio de Janeiro, devenue depuis le transfert de la capitale à Brasilia,

simple capitale de l'Etat de Guanabara, fief de M. Carlos Lacerda, adversaire numéroté tant de M. Quadros que de M. Goulart, le maréchal Denys se targuait encore vendredi d'avoir regroupé autour de sa personne la première armée (Rio de Janeiro), la deuxième (Sao Paulo, l'Etat le plus riche de la République) et la quatrième, basée à Recife dans le nord du pays. En fait, seule la première armée lui paraissait vraiment acquise. Le commandant de la deuxième, Motta, ayant adopté une attitude conciliante et celle du commandant de la quatrième n'ayant pas été définie avec précision.

Le Brésil allait-il donc connaître une guerre civile, dressant le Nord anti-communiste contre le Sud, fort de la légalité constitutionnelle ? Entre les deux le Congrès, installé dans la nouvelle capitale Brasilia, loin à l'intérieur des terres, avait dès le début adopté une attitude conciliante. Dès jeudi soir, la Chambre brésilienne avait adopté une réforme du règlement, prélude à une réforme constitutionnelle destinée à instituer le régime parlementaire. Jusqu'ici, en effet, le Brésil était doté d'un régime présidentiel apparenté à celui des Etats-Unis. Le pouvoir exécutif était concentré dans les mains du président qui était en même temps chef du gouvernement.

Le compromis, qui se présenta assez vite à l'esprit d'un certain nombre de parlementaires appartenant notamment aux partis du centre et de la droite modérée, consistait à imposer l'investiture du vice-président Goulart à la camarilla groupée autour du maréchal Denys, mais à vider cette victoire de son contenu en offrant aux militaires de transférer l'essentiel du pouvoir exécutif du président de la République à un président du Conseil plus rassurant que M. Goulart.

Or, c'est exactement le scénario qui se déroule à l'heure actuelle sous nos yeux. Samedi soir, le Congrès adoptait définitivement — à la Chambre, par 235 voix contre 55 et le Sénat par 48 voix contre 6 — la réforme de la Constitution. Certes le président de la République, élu pour cinq ans, désigne le président du Conseil ; mais ce chef du gouvernement doit jouir de la confiance de la Chambre. Dimanche soir, les ministres militaires annonçaient dans un communiqué laconique leur ralliement au compromis élaboré par le Congrès.

Il était temps. Le vice-président Goulart était enfin arrivé vendredi soir, après un périple hésitant à Porto Alegre, capitale de l'Etat de Rio Grande do Sul où il avait été accueilli triomphalement. Galvanisées par la présence de leur grand homme, les forces de la troisième armée entreprenaient de marcher vers le Nord et à Brasilia le sénateur Auro Moura de Andrade, président du Sénat et du Congrès, obtenait enfin de ses collègues la fixation de la date de l'investiture au lundi 4 septembre. La cérémonie devait être finalement reportée de deux ou trois jours. On cite, aujourd'hui, le nom du sénateur, parmi les candidats à la présidence du Conseil. Aussi bien son parti, le parti travailliste national, n'a rien de commun avec celui de M. Goulart, le parti travailliste brésilien.

Ainsi, pour la deuxième fois en l'espace de six ans, le Brésil a connu une crise présidentielle. Mais cette fois-ci, contrairement à ce qui s'était passé lors de l'élection de MM. Kubitschek et Goulart, la légalité républicaine n'a été sauvée qu'au prix d'une réforme de la Constitution bâclée sous la pression des militaires et lourde de conséquences. C'est sans doute la raison pour laquelle M. Kubitschek a voté contre. L'institution d'un régime parlementaire, dont tout laisse prévoir qu'il sera d'une faiblesse éclatante, permettra aux militaires d'exercer une influence beaucoup plus grande sur le cours des affaires que sous un régime présidentiel doté d'un exécutif fort. Puisse la victoire de la légalité au Brésil ne pas être une victoire à la Pyrrhus !

Régis LARNAUDIE.

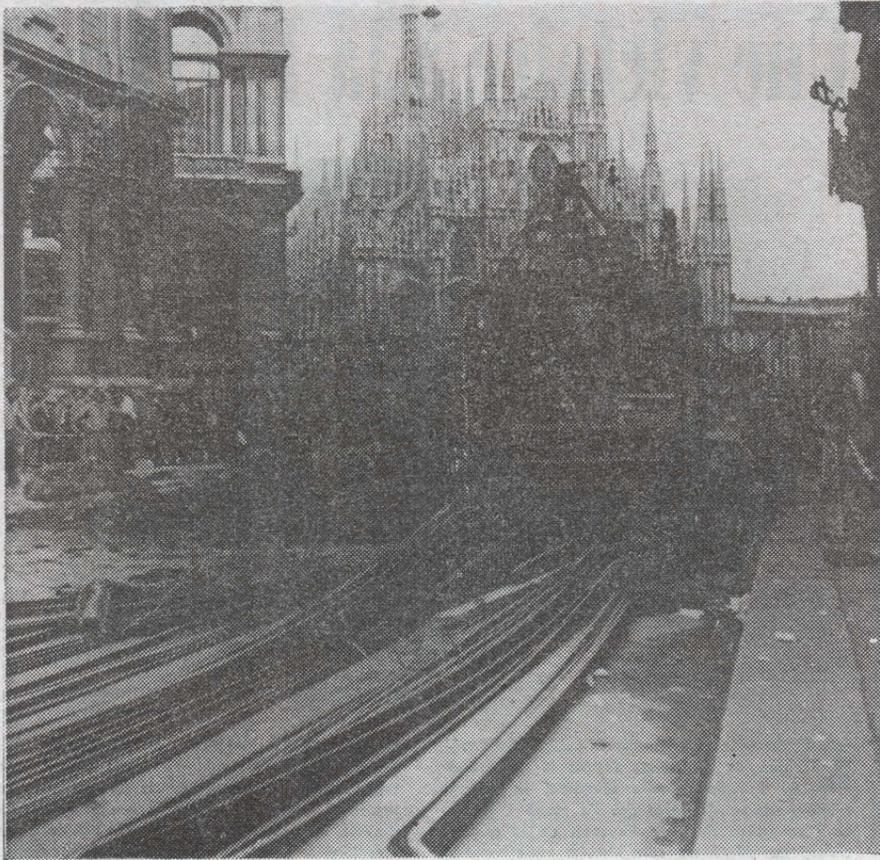


Photo P.L. Thirard.

Milan. — Août 1961 - Les travaux de construction du métropolitain place du Dôme

## Où en est l'Italie ?

Membre du Marché Commun et considérée comme pays industrialisé, l'Italie se trouve cependant confrontée à un problème qui n'est pas sans ressemblance avec ceux qui se posent aux pays sous-développés.

Notre camarade Paul-Louis Thirard, de retour d'Italie, nous rapporte ses impressions.

Les idées reçues, c'est leur danger, ne sont pas obligatoirement fausses. C'est justement un des drames de l'Italie actuelle que cette disparité des pôles de croissances, que ce développement accéléré de la Vallée du Pô (avec le gonflement des faubourgs de Milan, Gênes, Turin) parallèle au retard du Sud sous-développé; à cause de cela, affluent chaque année dans le Nord des milliers de chômeurs méridionaux, et dans les rues de Milan l'on entend autant l'accent méridional

intense de la zone de dépression vers la zone de développement, cela ne vous rappelle rien? Un Italien a dit un jour : « Nous, nous avons notre Algérie chez nous ». Toutes proportions gardées, le parallélisme est bien tentant : « si on le poussait un peu loin, on verrait surgir les équivalents des gros colons agrariens, les propriétaires d'immenses domaines, l'éventail des moyens employés pour prolonger le plus possible une situation de privilège (en Italie du Sud, le rôle de la Mafia, fort efficace organisme anti-syndical). On verrait également apparaître, chez certains bourgeois italiens du Nord, quelque chose qui pourrait bien être un germe de racisme envers les « pouilleux » méridionaux, bref, l'on a envie de penser que si la France avait réussi, quand il en était temps, l'intégration politique de l'Algérie à la Métropole, si les Algériens avaient obtenu, voici trente ans, le plein statut de citoyens français (juridique, bien entendu !) les problèmes que nous devrions affronter aujourd'hui seraient sans doute assez proches de ceux qui se posent à notre sœur latine (1).

## La classe dirigeante italienne

Mais il est vain de rêver à ce qui aurait pu se passer si... L'histoire en a décidé autrement : la France n'a pas voulu de l'intégration, et se trouve maintenant affronter, de manière terriblement dramatique, un problème colonial qui, vu de l'étranger — de l'Italie justement où j'écris cet article — paraît plus que jamais absurde et anachronique. Un peu comme si l'on vous disait que votre cousin est en train de mourir de la peste bubonique... comme au Moyen Age ! Et

pas possible). Donc, le parti de la D.C. à une gauche, qui est tentée par « l'ouverture à gauche », c'est-à-dire l'alliance avec le P.S.I. Cette alliance a déjà été réalisée souvent pour des coalitions municipales. Il est à noter qu'en aucun cas cela ne doit aller plus loin que le P.S.I., vers le P.C.

Les Français connaissent le nom et la personnalité d'Enrico Mattei, directeur de l'ENI, service d'Etat des pé-

par Paul-L

Giorno) dont le directeur, m'a-t-on affirmé, est membre du P.S.I. On ne peut ici donner que quelques éléments journalistiques; mais une plus longue étude sur les phénomènes néo-capitalistes de partisans à son quotidien (Il listes en Italie serait instructive (2).

Ainsi Mattei, dans cet Etat capitaliste aux mains de la D.C., dirige un puissant trust d'Etat. Il est vigoureusement attaqué par la droite, qui voit trolés italiens, récemment menacé de mort par l'O.A.S. Comme tout ce qui est « classe dirigeante », Mattei est à la D.C., sur la gauche : cet ancien dans la réussite de l'ENI. une preuve de la possibilité de nationalisations, une brèche énorme dans le front de l'initiative privée. Il est mal vu par les gens du Cartel international des Pétroles (et par leurs affiliés) pour son action autonome. Il ne s'embarasse pas, pour mener sa politique économique, de facteurs politiques

(2) Une fraction assez importante de la bourgeoisie et de l'intelligentsia est acquise à des positions de gauche. Imaginez que François Maspero, avec ses opinions politiques, ait une maison d'éditions bien plus grande, qu'il ait édité des best-sellers, et qu'il soit par ailleurs propriétaire d'un patrimoine industriel parmi les plus importants : vous avez l'éditeur italien Feltrinelli. L'activité culturelle d'Olivetti, très gros fabricant de machines à écrire, a une grosse importance (sa revue *Comunità* publie des articles qui ne seraient déplacés ni dans les *Temps Modernes* ni dans *Arguments*). Un libéralisme intellectuel conséquent (qui va donc très loin à gauche) se marie ici à une tradition italienne de mécénat.

## OCCUPATION ET CHOMAGE

(Hommes et femmes, en milliers)

	1959	1960	variation nombre	variation pourcentage
Personnes en état de travailler ....	20.692	20.815	+ 123	+ 0,59
Occupés .....	19.564	19.969	+ 405	+ 2,07
Chômeurs .....	757	557	- 200	- 26,42
Cherchant leur premier travail ..	371	289	- 82	- 22,10
Personnes non en état de travailler..	29.150	29.470	+ 320	+ 1,10
Parmi lesquelles trav. occasionnels .	1.314	909	- 405	- 30,82

SI vous allez, pour vos vacances, faire du tourisme en Italie, et que vous passiez seulement par les grandes villes de la vallée du Pô, ou les centres balnéaires, ou Rome même, et que vous laissiez de côté le Sud, vous croirez à la réalité du « miracle italien », comme les Italiens eux-mêmes l'appellent complaisamment. Villes champignons, à la croissance effrénée, industrialisation rapide, ex-

(voire même les peu compréhensibles dialectes) que l'accent du Nord, celui que le Français saisit le mieux. Ce phénomène de migration intérieure est familier à ceux qui ont vu l'admirable film de Visconti, *Rocco et ses frères*, cependant que le décor de *La Nuit d'Antonioni* évoque bien (gratte-ciel, architecture moderne, voitures luxueuses, haute bourgeoisie) le « mi-

pourtant, devant certains aspects de la vie italienne, on se demande si les problèmes politiques et sociaux s'y posent d'une manière plus moderne ou plus ancienne que chez nous... Différente, en tout cas.

L'Espresso — grand hebdomadaire de gauche — a mené voici quelques mois — et continue encore actuellement — deux grandes enquêtes, l'une sur le « miracle italien », l'autre sur le thème « Qui commande en Italie ? ». On sait suffisamment que la vie politique italienne est dominée par la Démocratie Chrétienne. On sait aussi que ce vaste parti contient en son sein une droite, une gauche et un centre. Ceci, naturellement, sur un plan beaucoup plus « parlementaire » et empirique qu'idéologique : le phénomène du « christianisme de gauche » n'existe pratiquement pas en Italie. L'action vaticane, très lourde, est orientée à droite, sans défaillances, et toute position de gauche cohérente est obligatoirement anti-religieuse (la distinction cléricisme-religion n'est

## INDICE ANNUEL DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(Base 100 en 1953)

	1959	1960
Indice général .....	158,3	179,9
Industries extractives .....	172,1	179,8
Ind. transform. chimie .....	208,7	242,3
Ind. transform. pétrole, charbon .....	192,9	227,4

ploitation de gisements de pétrole et de gaz, politique audacieuse du célèbre Enrico Mattei, très grand nombre, dans les rues, de voitures neuves, nombre relativement élevé de voitures de luxe, gratte-ciel milanais, tout cela se mélange plus ou moins dans notre esprit pour donner une image qui se superpose bien mal aux clichés que nous chérissions tous non sans complaisance : l'Italie miséreuse des films néoréalistes de l'après-guerre, le linge aux fenêtres, les Italiens tous chômeurs (ou paresseux, ou voleurs, ou les trois) et autres idées reçues.

racle » milanais. L'Italie, encore aujourd'hui, se reflète dans ses films...

## Primauté de l'économie

Disparité de développement, avec un boom économique d'un côté et de l'autre sous-développement, migration

(1) Je dois remercier ici les camarades du Parti Socialiste Italien et de l'Avanti! qui, dans une Rome désertée par tout le monde en plein mois d'août, se sont mis en quatre pour me procurer toutes les statistiques officielles et les renseignements que je leur demandais. Les chiffres que vous lisez dans les encarts sont (grâce à eux) extraits du Rapport général sur la situation économique du pays présenté par le Gouvernement à la Chambre le 21 mars 1961, ainsi que des comptes-rendus officiels de l'ENI, de la Caisse du Midi, et de l'I.R.I. (organe semi-public, qui coordonne la plus grande partie du secteur industriel privé, sans pouvoir impératif).



A.D.P. Un village du midi italien L'envers de la médaille

# nce difficile

étroits, traite avec les Russes, évite de se compromettre avec le colonialisme. Il est défendu, contre les attaques qui le frappent, par la gauche, communistes compris le plus souvent. Nous avons là un exemple typique de néo-capitalisme, de trust d'Etat dans un pays de « démocratie libérale ». Cela doit poser tout de même certains problèmes aux syndicalistes des employés et ouvriers de l'E.N.I. — même

uis THIRARD

si j'ai entendu souvent parler avec estime et admiration de la politique interne des établissements de l'E.N.I., attentifs aux besoins de l'ouvrier. Personne, en fait, n'a pu m'expliquer en quoi ce paternalisme différait de celui que pratique, par exemple, la Fiat. (Ce dernier paternalisme étant, lui, dénoncé par la gauche...)

## Le miracle économique

Jaloux de l'Allemagne de l'Ouest, les Italiens mettent en avant leur miracle, dont, naturellement, la classe bourgeoise dirigeante et son parti politique tirent le maximum de propagande. Les chiffres que l'on peut lire par ailleurs donnent une idée de ce boom, commencé en 1950 à peu près, et qui se poursuit. Les causes en sont multiples; la découverte et l'exploitation de ressources naturelles y sont sans doute pour beaucoup. Une étude plus approfondie du phénomène (cf. l'enquête précitée de l'Espresso) révèle des traits intéressants : le départ du boom a pu être donné malgré l'opposition malthusienne des grandes firmes privées, qui ont ensuite emboîté

bre des émigrants s'élevait à 130.000 (6,8 pour 1.000 de la population) dont 30.000 à l'étranger, 100.000 dans le Nord.

## PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES

Documentation de l'I.R.I. — —

(Concerne environ 65 % de la production privée italienne).

En 1960, 20 % de la production a été exportée contre 10 % en 1951.

La longueur des autostrades est de 5.000 km.

Le groupe sidérurgique Finsider (qui produit 85 % de la fonte et 54 % de l'acier italien) a augmenté sa production par rapport à 1959, de 29 % pour la fonte et de 24 % pour l'acier.

Prévisions : porter en 1965 la capacité productive à 8,7 millions de tonnes d'acier (+ 94,4 p. cent par rapport à 1960) et à 6,5 millions de tonnes de fonte (+ 186,4 % par rapport à 1960). Porter la capacité de production électrique à 3,8 milliards de KWH (+25 %), achever la centrale nucléaire en construction.

## Les points noirs

Que les amateurs de couleur locale se rassurent; ce n'est pas encore demain que disparaîtront les « pittoresques » taudis de Sicile, et l'on vendra encore longtemps, dans les rues de

## ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE LA POPULATION

en pourcentage (Sud de l'Italie)

	1951	1954	1959
Agriculture, chasse pêche .....	44,2	40,9	35,2
I n d u s t r i e .....	30,1	31,8	34,2
Autres activités .....	25,7	27,3	30,6

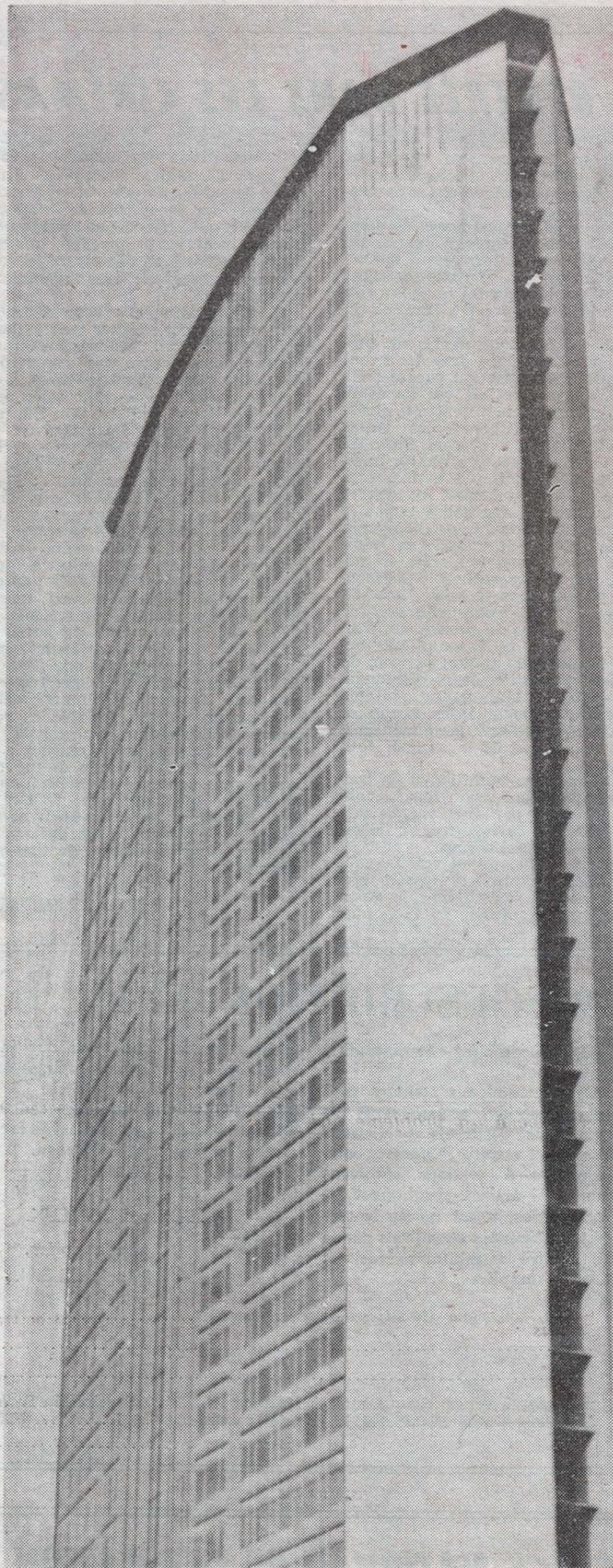
le pas et suivi le mouvement — le mécanisme de financement du développement est principalement l'auto-financement, plus que le recours à l'emprunt ou au capital privé — ce qui veut dire, en clair, que c'est le consommateur italien qui finance, et que la fort importante partie du revenu national ainsi prélevée et affectée aux investissements l'est en dehors de tout contrôle et de tout plan. La Fiat, type même de la grande entreprise, construit son expansion sur le modèle américain : une gamme très étendue de types disponibles doit permettre une rotation rapide des voitures; la publicité pousse à acheter le modèle supérieur, etc. (Dans une autre perspective, il serait en effet absurde de construire deux modèles de voitures aussi proches que la 500 et la 600 Fiat.)

On lira par ailleurs les chiffres relatifs aux problèmes du chômage — à propos duquel les statistiques officielles chantent la louange de l'action gouvernementale. Et il est certain que le chômage va en diminuant, si l'on prend globalement l'ensemble de l'Italie. Les chiffres absolus sont encore assez impressionnants, cependant. Quant au Sud, le sous-développement n'y est que très lentement grignoté par l'action de la Caisse du Midi (organisme national qui vise à promouvoir l'industrialisation), et l'action de Danilo Dolci n'a guère eu qu'une valeur de témoignage (d'ailleurs, en ce sens, importante). L'expansion démographique du Sud dépasse largement les possibilités d'emploi lentement créées sur place, et l'émigration demeure la solution pour beaucoup. En 1959, la natalité était de 22,7 pour 1.000 dans le Midi, contre 15 pour 1.000 dans le Nord (pour une mortalité sensiblement égale); le nom-

Palerme, pour cinq liras, ce plat élémentaire qui consiste en une tranche de pain sur laquelle est posé un minuscule artichaut.

Le chômage, le Sud, voilà les points noirs les plus évidents. Mais la crise italienne latente ne se borne pas là. C'est la situation d'une économie capitaliste en expansion, qui n'arrive cependant pas à résoudre ses problèmes. La majeure partie de l'économie est aux mains des intérêts privés et échappe à toute planification. La domination vaticane s'exerce avec rigueur; on a peine à imaginer, en France où pourtant l'on pouvait penser que notre censure n'avait personne à envier pour la sottise et la nocivité, où peut en arriver l'obscurantisme italien. L'Espresso a publié dernièrement une lettre où un curé, après consultation de l'évêché, déconseillait à un homme d'affaires de monter une piscine près d'un restaurant. Pour pouvoir monter son restaurant touristique, l'homme d'affaires s'est « filialement » incliné. La piscine, en effet, était une « occasion de péché ».

Face à cette situation, les partis de gauche mènent une politique d'opposition, sans espoir proche de passage au socialisme. Il n'existe pas cette sorte d'incertitude sur le régime du lendemain, que connaît la France aujourd'hui (l'instauration en France d'un régime qui mène au socialisme, dans les cinq prochaines années, c'est peut-être de l'optimisme, ce n'est pas de la pure rêverie.) Politique syndicale (tirer le plus possible, pour les travailleurs, du boom économique) — politique municipale (à Milan, où la coalition municipale comprend le P.S.I., la municipalisation de la construction du métro est considérée comme une victoire socialiste) — politique de défense de la liberté intel-



Le gratte-ciel Pirelli à Milan

Photo P.L. Thirard.

lectuelle (contre la censure, l'Eglise, l'obscurantisme). A signaler : des initiatives comme celles des jeunes socialistes de Rome, qui organisent dans la jeunesse des débats-discussions sur les problèmes sexuels. La situation semble empêcher les partis de gauche de penser en termes de prise de pouvoir et d'instauration du socialisme; la population ressent, même de manière lointaine, les effets

du boom et n'a pas tellement d'esprit révolutionnaire (pourant, en juillet 1960, lors des bagarres qui opposèrent la gauche aux néo-fascistes, la combativité de la jeunesse a surpris tout le monde). De cela vient peut-être la séduction qu'exerce, sur les esprits de gauche, le néo-capitalisme d'Etat à la Mattei. Peut-être est-ce là, en effet, la voie par laquelle la situation italienne peut évoluer ?

## ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION

en pourcentage (Sud de l'Italie)

	Pourcentage de la consommation globale		% de variation en plus, en valeur absolue.
	1951	1959	
Alimentation .....	58,9	56,4	54,2
T a b a c .....	4,5	4,9	74,7
Vêtements .....	13,6	10,1	19,2
L o g e m e n t .....	8,9	10,6	92
Hygiène, santé .....	2,8	3,7	117,5
Culture, loisirs .....	3,7	4,2	84
Transports, communic. ....	4,2	6,2	138
Autres postes .....	3,4	3,9	80,7

# LA RENTRÉE DANS LES CINÉMAS

Peu à peu les écrans se repeuplent et la recherche d'un spectacle convenable n'est plus quelque chose de problématique.

**Le temps de la vengeance**, de John Frankenheimer, adapte à l'écran un roman d'Evan Hunter, grand spécialiste des romans et nouvelles mettant en scène les délinquants juvéniles (on lui doit le livre qui est à l'origine du très bon film *Graine de violence*). Il s'agit du cas de conscience d'un procureur, joué par Burt Lancaster, qui a à soutenir l'accusation contre trois jeunes dévoyés qui ont tué un aveugle. En faisant son instruction, il découvre la rivalité féroce des gangs d'enfants, Italiens contre Porto-Ricains, rivalité exacerbée par la misère et le racisme; il découvre que la victime n'était nullement en dehors de cette lutte; il apprend à renier le manichéisme commode du bourgeois, attitude qu'il avait adoptée en réussissant socialement (en effet, lui-même est issu de ces milieux); il découvre la puissance de la haine, lorsqu'il est presque lynché par un groupe de jeunes gens. Lors du procès, son éducation est faite, et il saura être humain; il n'est pas en son pouvoir de résoudre la question de la délinquance juvénile, mais au moins a-t-il pu, lui, perdre quelques idées reçues et commodes, apercevoir les dimensions de la culpabilité de la société tout entière.

Ce thème assez traditionnel est soutenu par une réalisation inégale, qui vise toujours à l'effet et parfois l'atteint (la scène du meurtre, au début, est assez impressionnante).

L'on peut s'abstenir de voir *Le goût de la violence*, de Robert Hossein. Manifestement il a voulu faire plus qu'un banal film d'aventures, en racontant

cette histoire de révolutionnaires dans un pays d'Amérique centrale, et il n'a pu se dispenser de nous offrir ses méditations sur la révolte et l'absurde. Des idées qui, chez Camus, touchent à un certain niveau et appellent une discussion sérieuse, se retrouvent ici sous une forme simpliste, très ingénument réactionnaire.

Si vous cherchez à vous distraire, vous pouvez certes aller voir *l'Inconnu de Las Vegas*, de Lewis Milestone, où l'on nous montre un commando d'anciens combattants américains dévaliser des boîtes de nuit selon une technique toute militaire. Un film anglais récent avait déjà utilisé cet argument; ici, il nous vaut un divertissement agréable, joué par Sinatra et toute la bande de ses amis : Dean Martin, Sammy Davis Jr, etc. Mais pourquoi ne pas essayer, si vous n'y avez jamais encore prêté attention, un spectacle composé uniquement de dessins animés ? Il en passe un à Paris en ce moment, au Studio Universel; vous reconnaîtrez ainsi un petit monde absurde, pas du tout réservé aux enfants (le dessin animé moderne est adulte), et qui est de nos jours la seule chose qui corresponde aux films de Mack Sennet du bon vieux temps : une suite de gags absolument débriés, sur un rythme endiablé. Si vous désirez pousser plus loin, appâté, votre connaissance de ce cinéma « en marge » qu'est le dessin animé moderne, vous pourrez lire (hélas il coûte 30 NF) le livre que vient de publier J.-J. Pauvert : « *Le dessin animé après Walt Disney* », de Robert Bayouin, texte et images de tout premier ordre.

Marcel RANCHAL

## LA SOUSCRIPTION DU P.S.U.

Beaucoup d'amis ont répondu à notre appel. Mais le total des sommes déjà rentrées et des engagements de versements mensuels pris pour l'année est encore nettement inférieur aux 6 millions d'anciens francs qui étaient absolument indispensables, avant même le surcroît de dépenses entraînées par la lutte contre les militaires fascistes et leurs complices.

Nous avons donc, plus que jamais, besoin de vous tous. Envoyez votre obole à Maurice Klein (37, rue de Trévis, Paris (9<sup>e</sup>) - C.C.P. 4435-35 Paris) et remplissez la formule d'engagement ci-dessous.

Le Secrétaire National,  
Edouard DEPREUX.  
Le Trésorier,  
Maurice KLEIN.

Je, soussigné (NOM, prénoms, adresse) .....

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste Unifié (C.C.P. 4435-35 - Paris), la somme de ..... NF.  
Signature : .....

## STAGE NATIONAL DE FORMATION

« JEUNES »

16 au 23 sept., Val de Chevreuse (S.-et.-O.)

### DEMANDE D'INSCRIPTION

- RENSEIGNEMENTS PERSONNELS  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse .....  
Profession : .....  
Date de naissance .....  
Téléphone : .....
- PARTI  
Fédération : .....  
Section : .....  
Date d'adhésion : .....  
Responsabilités : .....  
Appartenances politiques antérieures : .....
- SYNDICAT  
Confédération : .....  
Fédération : .....  
Responsabilités syndicales : .....
- DIVERS  
Qualifications (professionnelle, administrative, universitaire ou autres...) : .....  
Autres organisations (culturelles, de jeunesse, etc.) : .....  
Fonctions électives (municipales, Sécurité Sociale, Allocations familiales, H.L.M., Parents d'élèves, etc.) : .....
- RENSEIGNEMENTS PRATIQUES  
— Je me rendrai au stage par mes propres moyens (auto, moto...) —  
— Je me rendrai par chemin de fer

Signature :

## LIVRES

# UN VILAIN AMÉRICAIN

par William J. LEDERER et Eugène BURDICK (1)

Ce qui rendrait les Américains sympathiques — s'ils ne l'étaient déjà, pour d'autres raisons — c'est l'incroyable candeur qui les caractérise. Mais, hélas, ils n'ont pas que cette qualité...

Ces gens du Nouveau Monde sont des mystiques. Aux multiples croyances, églises, chapelles qui prospèrent aux Etats-Unis, l'Américain ajoute l'anticommunisme. Ce fanatisme les rend aveugles à la réalité et ils sont tout étonnés lorsque les bénéficiaires de leurs bienfaits ne leur manifestent aucune reconnaissance.

En fait, les Etats-Unis ont considéré jusqu'à présent les pays qu'ils ont aidés comme des « associés » ou, à tout le moins, comme des « clients ». Or, convaincus qu'ils font le bien, les Etats-Unis voudraient se faire des amis; mais des amis qui penseraient et agiraient tout comme l'Américain moyen et qui auraient adopté l'Américan way of-life !

Malheureusement, nos amis d'outre-Atlantique ne semblent pas encore avoir compris que l'évolution des peuples n'obéissait pas aux mêmes théories que celles qui ont fait la puissance de l'oncle Tom.

C'est parce que le communisme — athée — a compris que l'homme ne vivait pas seulement de pain, mais encore — et surtout — de dignité et de liberté, qu'il a développé chez les individus le sentiment de frustration, lequel est l'un des éléments moteurs du processus de décolonisation qui est le plus important phénomène de ces vingt dernières années.

Que les Etats-Unis soient disposés à vendre, ou même à donner leurs excédents à des pays qui manquent de l'essentiel, ils n'obtiendront aucun merci s'ils le font en traitant avec les dirigeants de ces pays qui ne seraient que des créatures vénales et dociles à ceux dont ils tirent leur propre enrichissement. Il serait pénible d'énumérer les retentissants fiascos de la politique américaine dans le monde sous-développé, et cependant que d'efforts déployés et que d'argent dépensé !

D'où viennent ces échecs ? Les auteurs de ce livre les expliquent naïvement en les attribuant à des causes réelles mais secondaires. Bien sûr, il n'était pas nécessaire d'avoir un mil-

lion cinq cent mille Américains travaillant à l'étranger pour encaisser les défaites de Chine, de Corée, de Cuba, d'Amérique du Sud et d'ailleurs.

Mais que l'oncle Tom se rassure. La France, avec moins de moyens, encaisse autant d'échecs, l'évolution de nos rapports avec le monde Musulman et d'Afrique Noire ne pouvant passer pour un modèle du genre.

En vérité, si le communisme est parfois odieux dans ses méthodes, il a su trouver le ton juste qui résonne agréablement aux oreilles des populations des pays insuffisamment développés ou nouvellement indépendants.

La lutte qui est engagée est celle des pays prolétaires contre les pays capitalistes. Sont dans les premiers nommés ceux qui ressentent ce sentiment de frustration dont ils ont été accablés par des années de « colonisation » ou de « misère ».

Si le « *Vilain Américain* » avait connu la langue du pays dans lequel il représentait les Etats-Unis, il aurait certes, compris plus tôt que ses efforts étaient battus en brèche à cause de la politique imposée par son propre gouvernement. Et peut-être aurait-il compris, plus tôt qu'il est puéril de penser pouvoir sauver la liberté en opposant l'Eglise de Dieu à la chapelle communiste, et en érigeant l'anticommunisme en doctrine.

La Russie communiste n'a guère besoin de faire beaucoup de prosélytisme, il lui suffit d'être attentive aux gaffes des pays capitalistes. Les populations du Tiers-Monde sont, elles très sensibles à ces réactions.

Les auteurs du livre semblent d'ailleurs l'avoir compris car ils concluent ainsi leur ouvrage :

« *Sans dresser un seul soldat soviétique contre un seul soldat américain, les Russes ont remporté une fracassante série de victoires...* »

« *Nous n'avons pas offert aux nations asiatiques l'assistance dont elles avaient besoin. Nous avons tellement perdu de vue notre propre passé que nous essayons de distribuer seulement des canons et de l'argent, au lieu de nous rappeler que c'est en recherchant la dignité que confère la liberté que nous avons bâti notre civilisation* ».

Cette conclusion n'appelle pas d'autres commentaires pour ce livre qui, en définitive, est plaisant à lire sous sa forme romancée et prêterait néanmoins à réflexion, s'il ne sentait par trop le manichéisme primaire du « *Rearmement moral* », dans le bien où est Dieu, et le mal où est le communisme. J'imagine, cependant, une transposition du « *Vilain Américain* » avec des personnages qu'il serait très facile de trouver dans l'administration française !

(1) Robert Laffont, Editeur.

Bertrand RENAUDOT

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre - PROvence 63-40

Semaine du 6 au 12 septembre

BRÈVE  
RENCONTRE (v. o.)  
JEUX INTERDITS

## COMMUNIQUÉ

La Fédération de Paris organise le samedi 30 septembre et dimanche 1<sup>er</sup> octobre 1961 un week-end d'études sur

### LE PARTI COMMUNISTE

Son histoire, ses structures, ses organisations de masse, sa stratégie, sa tactique.

Parmi les orateurs retenus :

Jean POPEREN,  
André DELCROIX;  
et d'autres qui seront annoncés ultérieurement.

Les camarades intéressés sont priés de s'inscrire dès maintenant à la Fédération de Paris, 8, rue Henner.

Le week-end aura lieu dans la Vallée de Chevreuse.

Une garderie d'enfants sera organisée si un nombre suffisant de camarades le demande à l'avance.

## PANTHEON

13, rue Victor-Cousin - ODE. 15-04  
Du 6 au 13 septembre

## LA MORTE SAISON DES AMOURS

Permanent de 14 h. à 24 h.

## Bulletin d'Abonnement

NOM .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
.....  
déclare souscrire un abonnement de :  
Soutien ..... 30 NF  
Un an ..... 19 NF  
6 mois ..... 10 NF  
3 mois ..... 5 NF  
54, boulevard Garibaldi - PARIS (15<sup>e</sup>)  
C.C.P. 5.826-65

# Les vrais démocrates corréziens

(De notre correspondant particulier)

Depuis le 4 août dernier, les ex-généraux Challe, Zeller, Nicot, Bigot, Petit, les ex-colonels Lecomte, Masselot, de la Chapelle, et les ex-commandants de Saint-Marc et Robin coulent des jours paisibles dans la prison moderne de Tulle, spécialement aménagée pour les héberger. Chacun d'entre eux s'est vu attribuer deux pièces transformées en appartement confortable, grâce au mobilier amené par camions militaires. Un frigidaire, des appareils de télévision ont été mis à la disposition de ces messieurs; ils ont la possibilité de prévoir eux-mêmes leurs menus et de se faire servir par des ex-légionnaires en vestes blanches. Nombre de douceurs leur sont également autorisées, caisses de vins fins, de liqueurs fortes, visites de leur famille et de leurs amis... Ainsi leurs épouses, qui prennent pension dans un grand hôtel de la ville, peuvent, en toute quiétude, passer la journée près de leurs « prisonniers ». J'en passe... Il n'est qu'à lire le reportage de Jacques Flurer dans Libération du 16 août, pour y trouver des détails plus succulents encore.

Mais le pouvoir gaulliste est éternel. Il n'a pas hésité à faire saisir Libération après avoir laissé Paris-Match et l'Aurore relater avec sympathie la vie douce de Challe et de ses compagnons. C'est encore le pouvoir gaulliste qui a interdit aux organisations démocratiques la tenue à Tulle d'un meeting de protestation.

C'est toujours ce même pouvoir qui prend ou maintient des mesures draconiennes envers les militants de gauche et les travailleurs algériens détenus dans les prisons.

Cette intransigeance du gaullisme envers la gauche, transformée en clémence pour les ex-officiers supérieurs de Tulle, s'est maintenant métamorphosée en complaisance vis-à-vis des autres officiers, auteurs du 22 avril, lesquels sont acquittés ou bénéficient du sursis. Ils ont tous, bien sûr, des circonstances atténuantes... Le régime frappe très dur à gauche, il démantèle ce qui reste de démocratie, il laisse disperser et punir les appelés du contingent qui se sont légitimement opposés aux officiers factieux. La raison en est simple, il n'ose pas, il ne peut pas toucher aux fascistes militaires et civils, qui sont les pères spirituels et les auteurs du système, et qui aspirent à en devenir les successeurs.

Nous avons besoin d'être vigilants, d'être forts, car nous ne pouvons compter que sur les forces populaires pour mettre à la raison les aventuriers. Les militants P.S.U. corréziens ont fait connaître qu'ils considéraient comme un scandale et une provocation cet abcès Challe au cœur de la Corrèze, haut-lieu de la Résistance au nazisme. Le meeting auquel nous devions participer a été interdit, mais nous sommes décidés à poursuivre l'action. Ce qu'il y a de grave n'est pas tellement la présence à Tulle d'ex-officiers, fascistes en villégiature, ce n'est qu'un des aspects de la complaisance et de la complicité gaulliste. Notre travail est de le situer dans l'ensemble du système, de faire ressortir les véritables responsabilités, les complications, les forces occultes, en un mot d'utiliser ce petit scandale pour mieux faire toucher du doigt le grand... qui est celui du régime gaulliste lui-même.

La manifestation publique que nous n'avons pu réaliser aura lieu. Si le pouvoir veut l'interdire, le P.S.U. est décidé quant à lui à passer outre, il le déclare dès maintenant. La riposte populaire au scandale d'un système gaulliste prisonnier et complice des fascistes est légitime, elle est nécessaire, rien ne pourra l'entraver.

G. DENECKER.

## Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU  
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

• Rédaction :

8, rue Henner  
Paris (IX<sup>e</sup>)  
FIG. 65-21 - TRI. 28-48

• Administration :

54, boulevard Garibaldi  
Paris (XV<sup>e</sup>)  
SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois ..... 5 NF  
6 mois ..... 10 NF  
1 an ..... 19 NF  
Soutien ..... 30 NF

— Directeur Gérant : Roger CERAI —

IMPRIMERIES RENE-BOULANGER  
60, r. René-Bou langer, Paris-10<sup>e</sup>  
IMPRIMERIES DE LA CHAPELLE  
86, avenue du Président-Wilson  
La Plaine-Saint-Denis (Porte de la Chapelle)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

# LE VANTARD SATISFAIT

## ou les mille et un mensonges de M. DEBRÉ, premier ministre social

Il y a bien des catégories de menteurs : le cynique, le honteux, le vénal... Michel Debré appartient à la pire : celle des vantards satisfaits.

Son allocution télévisée de la semaine dernière est un modèle du genre : tout y va bien, dans le meilleur des mondes gaullistes. Pangloss lui-même est dépassé!... Point n'est besoin de polémiquer pour réfuter tant d'impudence; contentons-nous de comparer aux assertions nationales du Premier ministre les statistiques de ses propres services, évidemment moins optimistes.

### — « LA HAUSSE DU POUVOIR D'ACHAT DE TOUS LES TRAVAILLEURS EST INDISPUTABLE. »

En réalité voici les chiffres officiels (ministère du Travail) : de l'été 1957 à l'été 1961, le pouvoir d'achat de la famille ouvrière de deux enfants (salaires plus prestations familiales), comparé aux prix, s'est accru de 0,5 à 1 % en moyenne, en province (un tout petit peu plus à Paris); celui de la famille nombreuse (5 enfants), de père ouvrier, ne s'est pas accru du tout. Il est maintenant tout juste égal à celui de l'été 1957. Or, on sait que les ouvriers représentent plus de deux tiers des salariés du secteur privé, l'immense majorité d'entre eux sont chargés de famille.

En ce qui concerne les fonctionnaires (cas moyen du père de deux enfants, à l'indice net 185), leur pouvoir d'achat est encore légèrement inférieur à celui de 1957, situation qui est très voisine de celle des salariés du secteur nationalisé.

Enfin, le pouvoir d'achat des vieux et des économiquement faibles est encore plus bas qu'il ne l'était en 1957.

Mais comme les comparaisons avec 1957 gênent M. Debré, il ne les fait pas, se contentant de comparaisons avec 1958 qui lui donnent de plus grandes satisfactions. Il suffisait d'y penser.

### L'AMELIORATION GENERALE A PROFITE AU PAYS TOUT ENTIER.

Dans quelle mesure ? C'est ce que M. Debré ne dit pas. Les statistiques officielles (enquêtes du ministère du Travail et études de l'Institut de la Statistique) sont plus explicites.

De 1957 à 1961, la production nationale (produit national brut) mesurée en francs, a progressé de 44 % envi-

ron (soit à peu près 15 % en volume, les prix ayant augmenté). Dans le même temps, le revenu (en francs) des cadres a augmenté de plus de 45 %, celui des propriétaires d'actions de sociétés d'à peu près autant (leur capital progressant, lui, beaucoup plus vite) et le revenu de professions libérales de la majorité des industriels de bien davantage.

En revanche, le revenu des employés et des ouvriers célibataires a

## par M. RUNGIS

augmenté de moins de 40 %; celui des ouvriers et des employés chargés de famille a même progressé moins encore, puisque les prestations familiales n'ont augmenté en quatre ans que de 16 % (moitié moins vite que les prix).

Le même Institut de la Statistique apprend qu'en quatre ans le revenu des fonctionnaires n'a progressé que de 33 %, et celui des salariés du secteur nationalisé de 31 % en moyenne, soit beaucoup moins que la richesse nationale.

Bref, si l'« amélioration générale » a largement profité aux classes privilégiées (actionnaires, industriels, professions libérales, nombreux commerçants dans le secteur non alimentaire en particulier, et cadres), elle n'a que peu — et parfois pas du tout — profité aux classes populaires.

Le cas des agriculteurs est plus incertain, en raison de la diversité des cultures ? Mais, dans l'ensemble, l'amélioration de leur pouvoir d'achat de 1957 à 1961 n'a été que très faible et largement inférieure aux progrès de la production nationale. La situation des vieillards est en tout cas pire qu'en 1957.

### « IL NE FAUT PAS CACHER L'ESSENTIEL QUI EST UNE MONTEE REGULIERE DU NIVEAU DE VIE. »

Cette affirmation est encore plus surprenante que les précédentes. Car si, en 1961, le niveau de vie de la majorité de la nation est ou égal ou supérieur — dans des proportions fort inégales, nous venons de le voir — à celui de 1957, c'est au terme de plusieurs années de régression du pouvoir d'achat.

## Défendre l'aéronautique française

La Presse et la Radio gouvernementales ne cessent de chanter les louanges de la « caravelle » et le triomphe qu'elle remporte sur les marchés étrangers. Cependant nos lecteurs connaissent les difficultés rencontrées par l'industrie aéronautique française. Il n'est pas question de remettre en cause une magnifique réalisation des techniciens et des ouvriers de l'aéronautique, mais plutôt de défendre cette industrie, aujourd'hui en péril. Dans un récent communiqué, le « Comité de Défense » de l'usine Sud-Aviation de la Courneuve met en garde contre l'optimisme exagéré que pourrait faire naître la récente décision du Gouvernement de financer une nouvelle tranche de 50 caravelles.

Malgré des assurances formelles, les licenciements continuent à la Courneuve : 800 sont prévus, une centaine sont maintenant effectifs. La direction n'a tenu aucun compte des moyens de sauvegarde préconisés par les délégués du personnel. Ceux-ci demandent en particulier une réduction de l'horaire de 48 h 30 à 40 h, sans perte de salaire. Cette mesure à elle seule permettrait de fournir du travail à 340 ouvriers. En outre, les licenciements sont entachés d'illégalité puisque la législation du travail prohibe les licenciements dans les entreprises qui autorisent des heures supplémentaires.

Par delà cette violation de loi, n'existerait-il pas une volonté de s'attaquer aux libertés syndicales en

frappant les meilleurs militants syndicaux ?

Nous ne saurions rester passifs devant les injustices criantes que ces mesures entraînent : licenciement de jeunes à la veille de leur départ au service militaire, d'un déporté d'Auschwitz, d'un grand mutilé du travail, etc...

L'Inspection du travail a reconnu ces irrégularités et ces injustices flagrantes, mais n'en a pas moins autorisé les licenciements.

« Le Comité de Défense dénonce ce plan de liquidation de l'usine de Sud-Aviation-La Courneuve... et demande que le Gouvernement intervienne directement pour stopper les mesures de licenciements et pour la réintégration des licenciés par l'application d'une véritable politique aéronautique qui tienne compte des intérêts de la France et des mesures sociales — réduction de l'horaire de travail sans perte de salaire — déjà en vigueur dans nombre de pays ».

La « grandeur » d'une nation impose en premier lieu de défendre ses industries de base et leurs travailleurs. Alors que le monde entier admire les réussites de notre aviation, faudra-t-il que le Gouvernement la liquide ? Il est vrai que tout cela n'est qu'une question d'intendance... et que cela ne vaut pas les recherches spatiales. Quant aux mesures sociales, il serait cruel d'insister.

J.-C. BARIGEL

En janvier 1959, par exemple, après l'application des mesures Pinay-de Gaulle, le niveau de vie de la famille ouvrière moyenne était inférieur de 5 % à celui qu'elle avait connu dix-huit mois plus tôt, et celui de la famille nombreuse inférieur de 10 % ! Ce n'est qu'au terme de deux années et demi de luttes syndicales (contre le gouvernement de Gaulle-Debré et ses alliés patronaux, ne l'oublions pas) que la situation initiale a pu être retrouvée. Mais cela parce que les syndicats n'ont tenu aucun compte des « recommandations de sagesse » du même Debré (lutte sur les 4 %, par exemple).

Il ne faut pas davantage oublier que les agriculteurs ont, pour la plupart, vu leur niveau de vie baisser largement pendant le second trimestre de 1958 et la majeure partie de 1957. Ce n'est qu'à partir de 1960 que leur situation s'est progressivement rétablie.

Quant aux fonctionnaires (toujours cas du père de deux enfants, indice 185), leur pouvoir d'achat était en janvier 1959 inférieur de 7 % à celui du printemps 1957. Ce retard n'est pas encore complètement rattrapé. Le handicap des salariés du secteur nationalisé, au début de 1959, était de 10 % sur les prix, etc.

D'ailleurs, si la « montée des revenus » avait été régulière, comment M. Debré expliquerait-il qu'en 1958 et en 1959 la consommation par tête de Français ait été moins forte qu'en 1957 (autres statistiques officielles de l'I.N.S.E.E. et du C.R.E.D.O.C.). Puisqu'à ce moment le niveau de vie et la consommation des classes privilégiées était plus forte qu'en 1957, il fallait bien que celle d'autres catégories de la nation fût plus faible.

### « LE TABLEAU DEVRAIT CONTENIR LES PLUS DIFFICILES. »

En effet, on se demande qui s'insurgerait en présence de tels chiffres ! Un document tout récent du ministère des Finances (1) révélait même que la hiérarchie des revenus en France allait de 1 à 2.000 ou 3.000. Vous vous en indignez ?

M. Debré, lui, trouve cela très naturel. Il est vrai qu'il est du côté des privilégiés. Il ignore sans doute qu'en l'état actuel des salaires et des prestations familiales, l'immense majorité des familles ouvrières a un niveau de vie (par personne) inférieur du tiers ou de la moitié du minimum vital, calculé par le ministère du Travail et l'I.N.S.E.E.

### LES SALAIRES NE DOIVENT PAS PROGRESSER PLUS VITE QUE LA PRODUCTION

De l'été 1957 à l'été 1961, les salaires horaires dans l'industrie ont augmenté en francs de 39 %, c'est-à-dire de 9 % en valeur réelle (défalcation faite de la hausse des prix). La production industrielle a progressé pendant ce temps de 30 %. Comme on voit, ils ne risqueront pas d'aller plus vite que la production; que M. Debré se rassure.

### OUI L'ETAT DOIT ASSURER L'EQUILIBRE DES BUDGETS SOCIAUX.

M. Debré s'y emploie d'ailleurs depuis des années ! C'est ainsi qu'il distrait régulièrement la moitié des ressources votées en 1956 pour financer l'aide aux vieux (Fonds de solidarité), et qu'il utilise à d'autres dépenses budgétaires (la guerre d'Algérie en particulier). Ces ressources, initialement de 1,40 milliards de NF, doivent approcher actuellement de deux milliards (la « vignette » auto et le décime d'impôt sur le revenu rapportent à eux seuls plus d'un milliard de NF); mais l'Etat ne verse au Fonds de solidarité que 0,8 milliard.

On pourrait continuer longtemps ce commentaire des affirmations mensongères de Michel Debré. Mais ce serait attacher trop d'importance aux déclarations du premier féal du régime. Aussi bien les syndicats (ouvriers et paysans), les groupements familiaux et tous les citoyens lucides savent maintenant à quoi s'en tenir sur la politique économique du régime et sur l'« année sociale » de l'U.N.R.

M. RUNGIS.

(1) France-Observateur, 24 août 1961

# REPORTAGE IMPRESSIONS BERLINOISES

EN juillet dernier, alors que ce secteur demeurait encore très calme, j'ai eu l'occasion de passer une semaine à Berlin. Je ne suis, par ailleurs, qu'assez médiocrement averti des choses d'Allemagne ; c'est là bien pauvre bagage pour qui prétendrait dissenter de cette question épineuse et embrouillée. Aussi bien ne parlerai-je que de ce qui a pu frapper mes yeux tout neufs, et pour ce genre de choses, il est toujours préférable de ne pas s'encombrer de notions préconçues, glanées ailleurs.

## Le « Stage »

Je faisais partie (par quel hasard ?) d'un groupe d'enseignants, appartenant pour la plupart à une organisation « européenne », qui se prétend par ailleurs apolitique, ce qui signifie tout simplement qu'elle ne choisit pas formellement, parmi les indépendants, le M. R. P. ou la S. F. I. O., le parti qui lui semble idéal. Beaucoup d'entre eux venaient ici renforcer leur anticommunisme, en faisant provision d'arguments prédigérés, parmi ceux que les organisateurs répandaient à dose massive.

Cette expérience (visite des deux secteurs berlinois, investigation dans certains milieux de la petite Europe) valant la peine d'être faite, je me retrouvai au départ de Strasbourg avec une vingtaine de participants. Péniblement et prudemment, je parvins à trouver, au sein de cette curieuse escouade, parmi la masse des petits bourgeois partant pour la croisade, et des institutrices « libres » confites en leur cléricisme, deux autres jeunes hommes de gauche, perdus comme moi au sein de cette volière conditionnée.

## L'artificielle Berlin-Ouest

Il m'est difficile d'avoir beaucoup d'admiration pour ceux qui ont eu la chance de faire un héritage, et l'on sait déjà que l'Allemagne de l'Ouest (1) en a fait beaucoup (absence de budget militaire, Plan Marshall, etc...), cependant on ne saurait trop louer les Allemands de l'Ouest d'avoir utilisé les fonds américains à relever leurs ruines, alors que nous-mêmes, nous n'avons pas trouvé de meilleur usage pour ces crédits que le financement de la guerre d'Indochine.

Toujours est-il que l'on a fait de Berlin-Ouest, le plus artificiel appareil de propagande, incrusté au cœur même du monde communiste. Les architectes les plus prestigieux se sont rassemblés là, pour édifier dans le nouveau centre de la ville un ensemble audacieux d'immeubles en verre et en béton, qui ne manque pas d'allure. D'énormes usines, comme Siemens avec ses 43.000 ouvriers, fonctionnent sans cesse pour un marché qui se situe à l'Ouest de la ligne de séparation, et avec des matières premières qui doivent être acheminées ici à travers la D. D. R. Le niveau de vie, très élevé, apparaît au premier coup d'œil : grands magasins et grands cafés du Kurfürstendamm bien achalandés ou bien fréquentés, abondance du parc automobile, effets lumineux des grandes capitales, etc...

Mais tout cela est-il bien sage ? Que deviendrait le district autonome de Berlin-Ouest s'il n'était pas tenu à bout de bras par la République Fédérale ? Ne dit-on pas que chaque Berlinoise de l'Ouest coûte annuellement à la trésorerie de Bonn l'équivalent de 100.000 anciens francs ! Que deviendrait son activité si le ravitaillement nécessaire à 2,3 millions d'habitants, ne parvenait plus ? Au temps du blocus stalinien on n'a pas hésité à construire des centrales thermiques dont les éléments étaient transportés sur place par avion ! Est-ce raisonnable ?

S'il en est ainsi, si l'Allemagne de l'Ouest et certains de ses alliés ont consenti dans cette entreprise d'énormes sacrifices, qui donnent à la ville une existence aisée et un développement étonnant, c'est que de pareils investissements ont leur utilité dans la conjoncture d'affrontement que nous connaissons. Une ville prospère et belle, c'est une raison de plus de s'attacher et d'attacher les autres à cette « parcelle de liberté perdue au milieu de la Mer Rouge ».

## La triste Berlin-Est

De l'autre côté de la Porte de Brandebourg, c'était et c'est sans doute toujours, très différent. Les ruines sont encore nombreuses et l'on peut se demander si le gouvernement de Pankow n'a pas cherché à limiter volontairement l'extension de cette agglomération, à partir de laquelle on passait, naguère encore, si facilement de l'autre côté. Le seul ensemble architectural nouveau : celui de la Stalinallee, n'a rien de comparable avec le nouveau cœur de Berlin-Ouest. Ne dit-on pas qu'il a été édifié avec des matériaux de récupération et par du travail « volontaire », fourni par les ouvriers en fin de semaine !

Pas ou très peu de restaurants, de cafés ; le soir la Stalinallee est presque déserte. De jour, la circulation automobile n'atteint qu'un

Noos publions ci-dessous un reportage réalisé par J. Boichard. Ce camarade est allé à Berlin sans préjugé aucun, ce qui donne à cet article un intérêt particulier, surtout à l'heure actuelle. On peut naturellement juger différemment du problème politique que constitue le sort de l'ex-capitale allemande, mais les réactions de J. Boichard sont celles d'un homme qui conçoit avec sérénité les relations humaines.

Depuis juillet dernier, beaucoup d'événements ont « plombé » la question berlinoise. Il appartenait à Tribune Socialiste de permettre à ses lecteurs de se procurer une vision sans passion de ce théâtre de la « guerre tiède ».

degré absolument négligeable : je n'ai pu m'empêcher de plaindre sincèrement cet agent de la Volkspolizei, planté au centre d'une vaste place, près de l'Hôtel de Ville en briques roses, et qui essayait de se persuader qu'il facilitait une circulation presque inexistante et où, d'ailleurs, les voitures du secteur occidental prenaient une part aussi importante que les Skoda ou les Wartburg.

Dans les magasins où l'on ne fait apparemment aucun effort pour soigner les dévances, tout est à l'image de la ville : vêtements de coupe et de qualité très médiocres, produits alimentaires peu variés, cédés, pour certains du moins, contre des modalités assez sommaires de rationnement... Tout emballage est un luxe ruineux et toute présentation de bon goût semble proscrite. Jusqu'à la fermeture de la frontière entre les zones, les Berlinoises occidentales avaient la possibilité théorique de profiter de leur avantageux cours de change pour venir piller les magasins de Berlin-Est. Cependant, seuls les disques et les rares livres qui n'étaient pas de propagande attireraient la clientèle occidentale. Pour le reste, qualité et présentation n'avaient aucune chance de séduire le visiteur venu de l'Ouest. A toutes fins utiles, d'ailleurs, les autorités avaient pris les mesures nécessaires pour éviter un trafic éventuel d'une certaine importance ; et pour effectuer des emplettes il fallait montrer ses titres de résidence.

Plus encore que leur ville, les Berlinoises de l'Est affichaient leur retenue, leur austérité et leur mélancolie. Dans le métro, dans le S. Bahn (chemin de fer urbain), dans la rue, point de ces attroupements, de ces conversations animées, qui étonnent si souvent le visiteur étranger dans l'autre secteur. Le communisme n'avait assurément pas apporté ici la détente et engendré la gaieté ; à moins que la responsabilité de cet état de chose n'incombe à la personne même de M. Ulbricht ! Par contre, dans le secteur oriental, on n'est pas avare de condamnations publiques au sujet du passé raciste et expansionniste de la vieille Germanie, ce qui donne l'occasion de fustiger violemment tel ou tel ancien nazi encore en poste à Bonn. Alors qu'à l'Ouest, chacun s'ingéniait à garder le silence sur le gênant procès d'Eichman, à l'Est on dévoilait dans toutes les vitrines de librairies les atrocités commises dans les camps d'extermination, et l'on avait ouvert une exposition publique avec les malhabiles petits dessins exécutés par des enfants juifs au camp de Theresienstadt. Alors que les communistes trouvent ici une excellente propagande, la droite allemande semble vouloir tirer un voile pudique sur les atrocités qu'elle a naguère acceptées, voire perpétrées, comme la droite française fait le silence, autant qu'elle le peut, sur les excès commis dans nos guerres coloniales.

## Contacts avec les gauches allemandes à Berlin

Dans cette ville, la répartition des partis politiques n'est pas la même que dans le reste de l'Allemagne. A Berlin-Ouest, le parti communiste n'est pas interdit, situation qu'il doit au statut quadripartite. On signalait alors que malgré sa faible importance (1,9 % des voix aux dernières élections), il essayait de faire une active propagande. J'ai aperçu l'un de ses militants distribuant quelques tracts, mais on ne voit pas de permanences et il est évident que ni l'atmosphère actuelle, ni le spectacle de Berlin-Est ne favorisent une progression du communisme ici. A l'Est, jusqu'aux récentes mesures prises par le gouvernement de Pankow, le parti socialiste (S.P.D.) maintenait, par mesure de réciprocité, quelques permanences et une certaine organisation. Il prétendait alors qu'il aurait eu, en cas d'élections libres, une large majorité. C'est possible, peut-être même probable, mais ces élections ne sont pas pour demain et le S.P.D. vient de renoncer à se maintenir en secteur oriental.

J'ai pu m'entretenir avec des militants communistes à Berlin-Est, avec des syndicalistes et dirigeants S.P.D. à Berlin-Ouest. Chez les premiers, on est frappé par la résolution froide qu'ils affectent, par leur détermination apparemment contradictoire à vouloir à la fois réu-

nifier leur pays et construire ce qu'ils appellent le socialisme. Pour eux, il ne fait aucun doute que leur formule triomphera, mais on est effrayé de les voir envisager avec tranquillité pour leur pays l'éventualité de dures épreuves et de longues périodes de sacrifices pour construire leur société nouvelle. Les communistes allemands méconnaissent totalement la capacité d'acceptation de la population. Et pourtant, les 2,5 millions de réfugiés qui se sont enfuis depuis 12 ans devraient leur ouvrir les yeux. Ils allèguent, avec raison, que Berlin-Est n'est pas la D.D.R., ni moins pas entièrement ; ils font valoir que leur effort économique essentiel a été entrepris dans le Sud-Est, à Francfort sur l'Oder, à Kalbe, Dresde ou Leipzig et qu'ils méprisent l'opération-prestige du secteur oriental. Ils ne nient pas alors, cependant, que Berlin-Ouest fut pour la D.D.R. une rude épine, mais ils paraissent confiants en une issue qui leur ferait obtenir pleine satisfaction sur ce problème, prochainement et pacifiquement. De quoi s'agissait-il ? Mystère.

A l'Ouest, ce qui est commun à toutes les personnalités rencontrées, c'est leur anticommunisme, total et sans nuances. Beaucoup de syndicalistes et de socialistes portent ostensiblement le petit insigne commémoratif du soulèvement du 17 juin 1953 en secteur soviétique. Cependant, il n'y a pas chez eux d'homogénéité et d'unité de pensée. Il existe des socialistes allemands (nombreux) qui pensent que leur attitude devrait être partagée par tous les socialistes étrangers ; j'en ai entendu condamner sans appel, aussi bien Nenni que le P.S.U., alléguant que les communistes se ressemblent tous, qu'il ne peut y avoir de circonstances particulières et que le danger communiste demeure partout le plus pressant et le plus immédiat (2).

J'ai parlé longuement, par contre, avec un dirigeant syndicaliste connu, membre du S.P.D., ainsi qu'avec un jeune militant socialiste, originaire d'une province rhénane. L'un et l'autre, qui paraissent bien connaître la vie politique française, m'ont parlé en termes sévères de la S.F.I.O. et de son secrétaire général. Suez et l'Algérie sont des aventures qu'ils ne pardonnent pas à un socialiste, et ils observent avec intérêt le travail d'implantation actuel du P.S.U. Ils admettent qu'en France le danger fasciste compte beaucoup plus que tout autre et ils expriment leur compréhension à l'égard d'une politique comme celle du « front socialiste ». La tendance qu'ils représentent estime, avec raison, que chaque parti socialiste a ses impératifs momentanés et qu'on ne peut assurément pas assimiler les données dans lesquelles évoluent les militants S.P.D. de Berlin-Ouest et celles que connaissent les Français. Ils ne paraissent pas avoir une grande confiance dans les capacités de de Gaulle à résoudre la question algérienne et ils sont persuadés que le Tiers-Monde a toutes les chances de basculer avant peu dans le camp soviétique ou chinois.

## Les réfugiés

Assurément le problème des réfugiés se trouve au cœur même de la crise. J'ai pu visiter le camp de Marienfeld où s'opérait le triage de ces malheureux et assister à l'interrogatoire de quelques-uns d'entre eux. Ils affluaient alors à une cadence accélérée ; la nuit précédant notre venue, il s'en était présenté 600. Par la suite, le rythme s'est précipité, passant à 1.000 puis même à 2.000 par 24 heures, ce qui représente l'équivalent d'une ville moyenne tous les mois.

Apparemment leur état de santé paraissait satisfaisant et les enfants étaient aussi potelés et « marbrés » que ceux du secteur occidental. Je n'ai pas été favorisé au cours de cette matinée de visite au camp, puisque j'ai vu surtout défiler des cas sociaux ou familiaux, ce qui prouve, par parenthèse, qu'on n'avait pas organisé la séance d'une façon artificielle, pour mieux convaincre les Français indiscrets qui se trouvaient là. L'un de ces réfugiés, occupant des fonctions de direction dans une coopérative agricole, explique qu'il s'est enfui parce qu'il avait des difficultés avec les technocrates de l'agriculture, qui lui reprochaient son action psychologique contraire à la productivité. Un autre, membre du parti communiste, ancien policier des frontières déclare ne plus pouvoir vivre dans le climat de suspicion qui règne en D.D.R. Mais ce dernier, tout comme le précédent d'ailleurs, signale qu'il a été victime de la dénonciation de sa femme, si bien

qu'on se demande finalement si l'on se trouve en présence d'un drame politique ou d'une farce courtelinesque. Un troisième, jeune et sympathique, s'est enfui lui aussi, mais il demande à rester pour l'instant à Berlin afin d'y attendre sa femme qui le rejoindra lorsqu'elle aura réglé leurs affaires au village !

Derrière ces cas individuels, tranchés sans appel par des commissions restreintes, il demeure que, depuis 12 ans, 200 à 300.000 personnes quittent chaque année la D.D.R. pour la république fédérale. Assurément, certains sont venus à l'Ouest, comme beaucoup de Français passent la Loire pour se rendre des contrées pauvres vers les régions développées. D'autres attirés par les possibilités de promotion individuelle, qui sont parfois plus rapides à l'Ouest qu'à l'Est. Si la D.D.R., en effet, comme tous les pays communistes a pris les mesures nécessaires pour assurer aux travailleurs la satisfaction à bon compte de leurs besoins élémentaires (3), elle réglemente très sévèrement la consommation dans les autres secteurs ; pour un technicien bien payé, la manière la plus rapide et la plus sûre de posséder sa voiture individuelle était encore récemment de franchir la porte de Brandebourg.

Certains, et ils paraissent nombreux, refusent de se soumettre à la caporalisation qu'on leur impose : brigades de travail à la campagne, cadences excessives à l'usine, consécration laïque imposée aux enfants pour poursuivre leurs études, obligation pratique faite aux jeunes gens d'aller grossir les forces armées populaires, etc...

Pour un socialiste, cette fuite vers l'Est pose un problème humain extrêmement grave, du genre de celui que posaient les masses africaines fuyant jadis les douceurs du travail forcé en régime colonial. L'existence de ces foules de réfugiés est un fait qui suffit à condamner le régime de M. Ulbricht. Le paradis bolchevick ne retient pas ses anges. Il n'est pas niable, cependant, que l'existence de Berlin-Ouest avec sa vie artificiellement facile entretient et renforce le désir d'émigrer. Pour la D.D.R. il est tentant de retenir ses jeunes, ses travailleurs, et même ses reines de beauté, en faisant disparaître le secteur occidental, ou en l'isolant plutôt qu'en libéralisant son régime. C'est pourquoi Berlin se trouve ainsi, de par sa position géographique, le point le plus délicat et l'enjeu le plus immédiat de la guerre froide.

## Conclusion

De cette prise de contact, superficielle mais directe, avec les réalités berlinoises de cet été 1961, je rapporte plusieurs conclusions et impressions.

1) La question de Berlin représente un risque sérieux de guerre mondiale. Si les Berlinoises de l'Ouest (comme ceux de l'Est, d'ailleurs) se seraient fort bien accommodés du « statu quo ante », il n'en est pas de même apparemment des gouvernements de Bonn et de Pankow. Pour Ulbricht le moment semble venu de crever cet abcès étouffant et de profiter de la conjoncture d'affrontement Est-Ouest, qui se précise sur tous les points du globe. Pour Adenauer, il est évident que réunification signifie absorption. Les croquis de propagande, dont on nous a surabondamment abreuvés appellent l'Allemagne de l'Est Allemagne Centrale et les provinces aujourd'hui polonaises ou russes de Silésie ou de Prusse orientale ne sont que les « provinces provisoirement sous administration étrangère ». Quand on évoque la solution neutraliste à l'autrichienne, proposée jadis par les Russes, quand on parle des plans de désengagement, qu'ils soient de Rapacki, de Jules Moch ou de Pierre Mendès France, on s'attire des fonctionnaires fédéraux de cinquantaines répliques ou des haussements d'épaules.

2) Par contre, rien de plus réconfortant pour un socialiste sincère que le spectacle simultané d'un régime capitaliste qui expose, sans pouvoir les dissimuler, les fondements artificiels et vulnérables de sa construction économique et d'un régime qui se prétend démocratique et socialiste, en étant incapable de s'attirer la sympathie des travailleurs.

Au passage de la « zone », à Stelmstedt, le paysage rural symbolise parfaitement ce dualisme aberrant : d'un côté la dispersion parcelleuse qui sévit comme en Alsace et dans tout l'Occident et qui est ici la preuve tangible que l'intérêt individuel l'emporte sur l'intérêt collectif, dans toute Société où domine l'économie du marché ; de l'autre, d'immenses champs de blé ou de betteraves, techniquement irréprochables, mais dans lesquels s'agitent des brigades de travailleurs, dont l'émigration, quand elle est possible, montre mieux que toute démonstration la nature véritable des sentiments.

(1) Pour notre propos, il ne paraît pas inexact d'incorporer Berlin-Ouest à la République fédérale et Berlin-Est à la D.D.R.

(2) Guy Mollet, quant à lui, préfère, nous le savons, Maurice Challe à Maurice Thorez.

(3) Non seulement les prix des denrées alimentaires et objets d'usage courant sont bas en Allemagne de l'Est, mais la sécurité sociale est assurée gratuitement, les études (de ceux qui en sont jugés dignes !) sont facilitées par un véritable présalaire, les vacances sont effectivement payées de telle sorte que pour un Berlinoise de l'Est le séjour sur la côte de la Baltique pendant 2 à 3 semaines coûtait en juillet 1961, 40 marks orientaux (12 NF) !